



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

245 0061 8735
LANE MEDICAL LIBRARY STANFORD

CENTENAIRE

DE LA

Société libre des Pharmaciens

DE ROUEN ET DE LA SEINE-INFÉRIEURE

CÉLÉBRÉ A ROUEN LE 18 MAI 1902

23 GERMINAL AN 8 — 18 MAI 1902



ROUEN

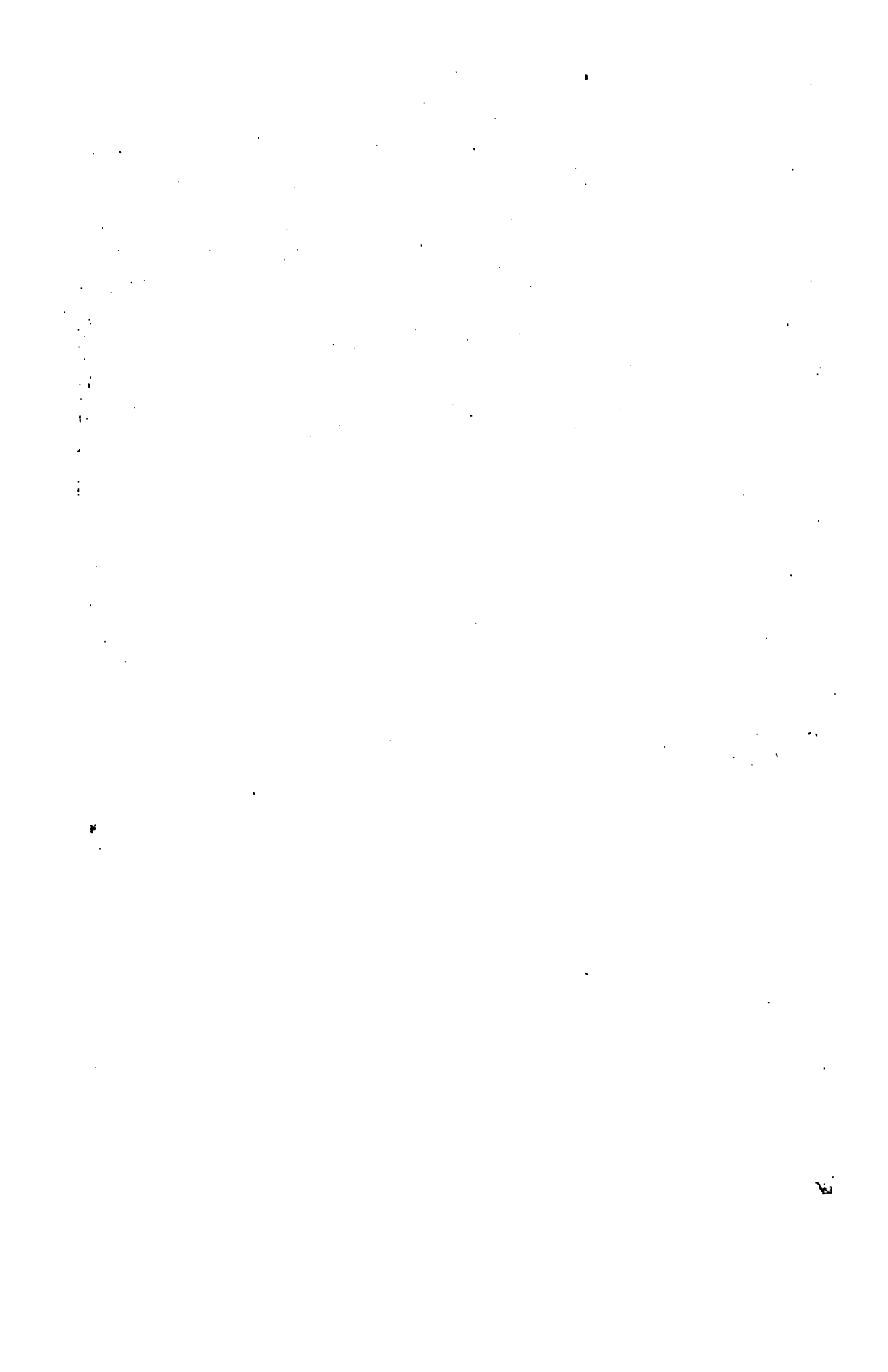
A. LESTRINGANT, LIBRAIRE

41, rue Jeanne Darc, 31

1902

VI
S67
1902







CENTENAIRE

DE LA

Société libre des Pharmaciens

DE ROUEN ET DE LA SEINE-INFÉRIEURE

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ

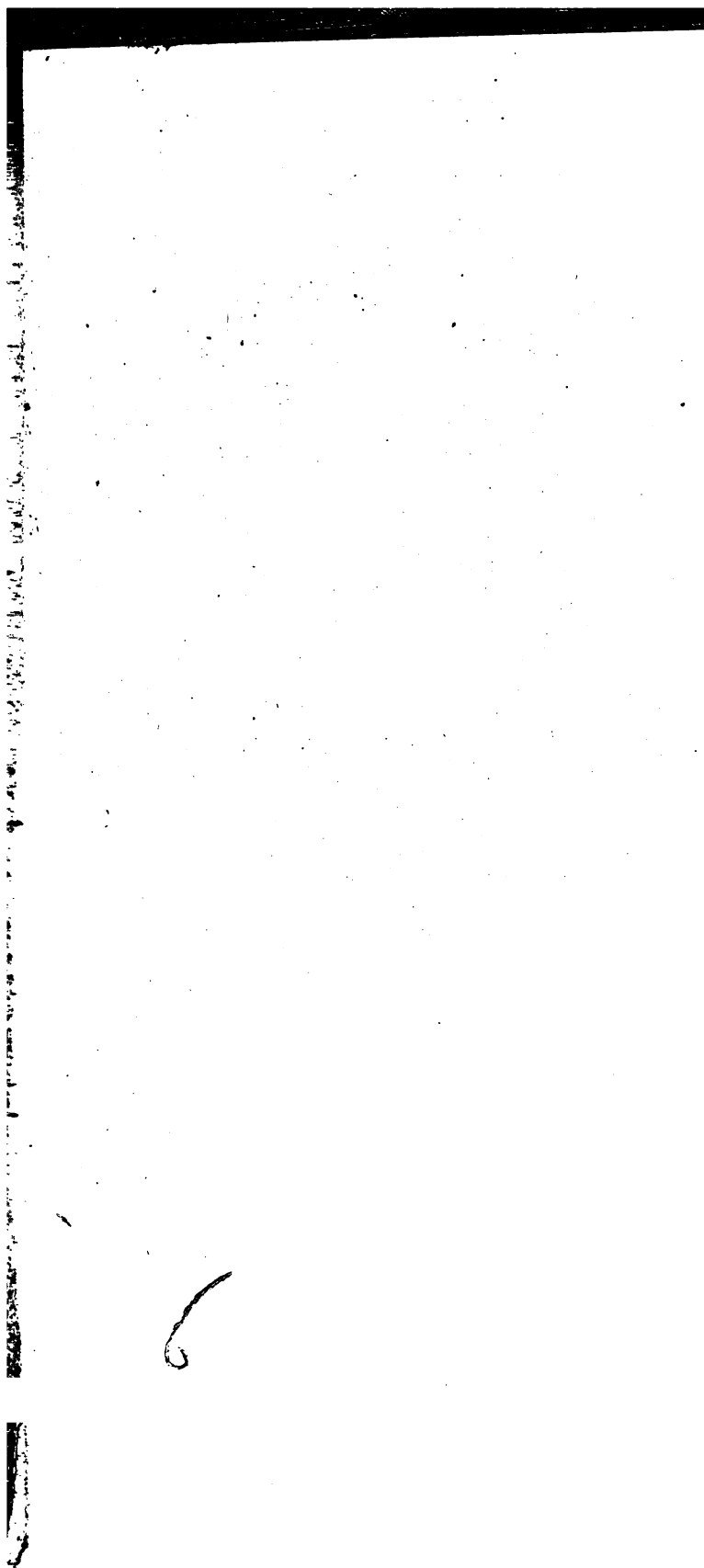
1802.

REMY-TAILLEFESSE, <i>Président</i>	{ Inspecteurs des Pharmaciens.
MÉSAIZE, <i>Secrétaire</i>	
LE CHANDELIER.....	

1902.

H. FLOUR.....	<i>Président.</i>
GODARD	<i>Vice-Président.</i>
LERICHE.....	<i>Secrétaire.</i>
G. LELIÈVRE.....	<i>Secrétaire-adjoint.</i>
CHEVALIER.....	<i>Trésorier.</i>
L. INFRAÏ.....	<i>Archiviste.</i>

Imprimerie Léon Gy.





Cliché A. RISLER.

Phototypic Lecert, Rouen

MÉDAILLE COMMÉMORATIVE DU CENTENAIRE
DE LA SOCIÉTÉ DES PHARMACIENS DE ROUEN ET DE LA SEINE-INFÉRIEURE.



CENTENAIRE

DE LA

Société libre des Pharmaciens

DE ROUEN ET DE LA SEINE-INFÉRIEURE

CÉLÉBRÉ A ROUEN LE 18 MAI 1902

23 GERMINAL AN X.--- 18 MAI 1902



ROUEN

A. LESTRINGANT, LIBRAIRE

11, rue Jeanne-Darc, 11

1902

Y9A9861 394



Le dimanche 18 mai 1902, la Société libre des Pharmaciens de Rouen et de la Seine-Inférieure a célébré solennellement la date mémorable de son Centenaire.

Cette cérémonie s'est composée d'une séance publique qui a eu lieu dans la grande salle de l'Hôtel-de-Ville, à Rouen; d'une visite au siège social (Tour-aux-Normands), rue des Espagnols, des collections et des documents rares qui se trouvent dans les archives de la Société, puis d'un banquet qui a réuni, à sept heures, à l'Hôtel-de-France, nombre de confrères et de personnalités.

PROCÈS-VERBAL

DE LA FÊTE DU CENTENAIRE.

Séance solennelle et publique.

Présidence de M. RIETHE, président de l'Association générale des Pharmaciens de France.

Le bureau était composé de MM. Riethe, président d'honneur; Infray père, président honoraire de la Société; Flour, président; Godard, vice-président; Leriche, secrétaire; Gaston Lelièvre, secrétaire-adjoint; Léon Infray, archiviste; Chevalier, trésorier, et de MM. Gascard père, juge au tribunal de commerce; Gascard fils, professeur à l'Ecole de médecine et de pharmacie, chef du Laboratoire de radiographie; Lailler père, ancien pharmacien des Asiles des aliénés de Quatre-Mares et de Saint-Yon; Guesnet, Legendre, Herbille, Dubuc oncle, Lequeux, conseiller municipal;

Labiffe, Lailler fils, pharmacien des Asiles d'aliénés de Quatre-Mares et de Saint-Yon; Poussier, pharmacien d'un des dispensaires de la ville de Rouen; Perrot, pharmacien honoraire, etc.

Les invités, réunis dans l'ancienne salle des Mariages, se rendirent, avec le Bureau, dans la grande salle de l'Hôtel-de-Ville où un public nombreux attendait depuis quelques instants.

Parmi les personnes présentes et celles qui ont signé notre registre des procès-verbaux, nous avons remarqué les notabilités suivantes :

MM. Borgnet, député de la ville de Rouen; Bordeaux, chef de division à la Préfecture, représentant M. le Préfet; Garreta, adjoint, représentant M. le Maire; Doliveux, inspecteur d'Académie; Dr Millet, chef du service de santé du 3^e corps d'armée; Drs Boucher et Cornet, conseillers d'arrondissement; Dr Brunon, directeur de l'Ecole de médecine et de pharmacie de Rouen; Gaston Le Breton, directeur des Musées de Rouen; Dr Metton-Lepouzé, directeur du service de l'Enfance; Guernet, doyen du Conseil municipal de Rouen; Tierce, conseiller municipal; Legras, vice-président du Bureau de bienfaisance.

MM. les docteurs en médecine Cerné, président de l'Association des Médecins de Rouen et professeur à l'Ecole de médecine; Deshayes, médecin chef du service de la Douane; Nicolle, chef du Laboratoire de bactériologie et professeur à l'Ecole de médecine; Panel, chef du service de l'hygiène; Tinel, professeur honoraire à l'Ecole de médecine; Cauchois, Lireux, Leconte, Houdeville, Salles, Derocque, secrétaire de la rédaction de la *Revue médicale de Normandie*, et Carliez.

Parmi les délégués, nous mentionnerons M. Fumouze, pharmacien, président de la Chambre de commerce de Paris, trésorier de l'Association générale des pharmaciens de France, ainsi que MM. Coquet, président honoraire de la Chambre de prévoyance des pharmaciens de la Seine; Vaudin, secrétaire; Lejeune, de Reims; Barruet, d'Orléans, membres conseillers de notre grande Association; Guérin-Maillard, président du Syndicat du Loiret;

Thoumelin, président, et Guesnon, secrétaire du Syndicat d'Elbeuf; Rousseau d'Ermont.

Les Sociétés de notre ville étaient représentées par MM. Sarrazin, président de l'Académie des Arts, Belles-Lettres et Sciences de Rouen; Dr Tourneux, vice-président de la Société des Amis des Sciences naturelles de Rouen; Héron, membre de l'Académie et des Bibliophiles de Rouen; Pelay, membre de la Commission des Antiquités de la Seine-Inférieure; Ruel, architecte, membre de la Société des Monuments rouennais; Léon de Vesly et Fleury, membres de la Société des Architectes; Vermont, président de la Société de secours mutuels l'Emulation chrétienne.

Nous avons encore remarqué, sur notre registre des procès-verbaux, les signatures suivantes :

MM. Loriquet, conservateur de la Bibliothèque de Rouen; Beaurain, bibliothécaire; Compas, ancien conseiller municipal; Delehaye, chimiste du Ministère des finances, détaché à la Douane; Spalikowski, Thuillier, chirurgien-dentiste; Legrand, ancien pharmacien; Valin, Morel, Tirel, Duveau, Mabire, Emo, Laniaux, Lesueur, Dufeu, Duboc, Duhamel, Le Bourgeois, Bunel, Gibert, Voisin, Scheidel, représentant de la Pharmacie centrale, Ar. Cousin, Perrin, Maurouard, Devaux, de Dieppe; Legrand, notaire à Yvetot; Dumagnou, Salmon, Bizet et Nain, fils, petit-fils et arrière petit-fils de pharmacien.

Un grand nombre de pharmaciens du département et plusieurs signatures qu'il nous a été impossible de lire.

Le *Journal de Rouen*, le *Nouvelliste de Rouen*, le *Petit Rouennais*, la *Normandie médicale* et la *Revue médicale de Normandie* s'étaient fait représenter.

Se sont fait excuser : MM. Guignard, directeur de l'Ecole supérieure de pharmacie de Paris, Bourquelot, professeur, et Moissan, ancien professeur de la même école.

MM. Julien Goujon, de Pomereu, députés; Mastier, préfet de la Seine-Inférieure; Hector Lambard, conseiller général; Dr Merry Delabost, directeur honoraire de l'Ecole de médecine; Dr Blanche, professeur honoraire à la même école; de Genouillac, inspecteur

honoraire des mines ; Lecaplain, directeur de l'Ecole des sciences ; Couvet, président de chambre honoraire ; Mure, juge au tribunal de commerce ; H. Gadeau de Kerville, président de la Société des Amis des sciences naturelles de Rouen ; Houzeau, directeur de la Station agronomique de la Seine-Inférieure ; l'abbé Lemonnier, vicaire général.

MM. de Mazières, vice-président ; Crinon, secrétaire général ; George, de Bohain ; Merthe, de Port-Bail ; Viaud, de Nantes ; Antheaume, de Provins ; pharmaciens conseillers à l'Association des Pharmaciens de France.

MM. les D^{rs} Bataille, Pouchin et MM. Richard et Guerbet, professeurs à l'Ecole de médecine et de pharmacie de Rouen.

MM. les D^{rs} Blondel, de Pavilly ; Conor, médecin major ; Henri Caussade, Giraud, directeur, et Trenel, de l'Asile des aliénées de Saint-Yon ; Le Plé, Jude Hue.

MM. Soudan, président honoraire de la Société ; Duboc, Alexandre, pharmaciens honoraires.

MM. Martel, directeur de l'Ecole primaire supérieure ; Vannier, professeur ; Ligneau, professeur au Lycée.

MM^{mes} Menat, directrice de l'Ecole normale des institutrices, et Baril, directrice de l'Ecole Forbras.

MM. Paulme, membre de l'Académie de Rouen ; Bocquet, chef du cabinet de M. le Préfet ; Delarue, chef du Secrétariat de la mairie ; Niel, L. Delamare de Boutteville, Bouvart, Marozelli, directeur de la Compagnie des tramways de Rouen ; Robert Turpin, courtier maritime ; Pivain, ingénieur ; Beaurain, directeur du Mont-de-Piété ; Lecordier, Vaumousse, Baré père, Baré fils, Foucher et Ferlin, greffiers, et Ch. Fortin.

MM. Harel, doyen des pharmaciens de la Seine-Inférieure ; Lemarié, Lemoigne, Lemasson, Hervieu, Feuilly, Fiquet, Dunoier, Derouen, Le Blond, Rossignon, Lhonoré, Duchemin, pharmaciens.

Il est deux heures quarante-cinq minutes quand M. Riethé, président d'honneur, ouvre la séance.

M. Flour, président de la Société, le présente à l'Assemblée en ces termes :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT D'HONNEUR,

« Notre Société s'est honorée en vous faisant appel pour présider la solennité de son centenaire.

« Elle ne pouvait certainement faire meilleur choix.

« En effet, mon cher Confrère, par vos vertus professionnelles, par la grande élévation de votre caractère et par la manière magistrale avec laquelle vous dirigez les débats de notre grande Association, vous avez pris parmi nous une place qui vous a amené toutes les reconnaissances et tous les dévouements.

« Nous sommes donc tous heureux ici, Monsieur le Président, de vous saluer comme un des plus dignes et des plus distingués de tout le corps pharmaceutique de France. » (*Applaudissements.*)

M. Riethe prend ensuite la parole et s'exprime ainsi :

« MESSIEURS,

« Je remercie tout d'abord la Société libre des Pharmaciens de Rouen et de la Seine-Inférieure d'avoir associé si intimement l'Association générale et par cela même la Pharmacie française toute entière à cette fête de l'un de ses plus anciens et de ses plus brillants rameaux.

« Je salue le représentant du gouvernement de la République, en lui donnant cette assurance que la Pharmacie française a toujours marché avec les idées de progrès et de liberté qui font l'honneur et la force des démocraties.

« Je salue encore les représentants de cette belle et artistique cité rouennaise qui brille d'un si vif éclat parmi toutes les grandes cités de notre beau pays de France.

« Enfin, je suis heureux de la bonne pensée qu'ont eue les organisateurs de cette solennité en y associant les dames, dont la présence y apporte un incomparable élément de charme et de douceur. (*Applaudissements.*)

« Je tiens de plus à honneur de proclamer bien haut combien la Pharmacie française s'est toujours montrée civilisatrice et humaine ; malgré de sottes et vulgaires légendes, ce n'est pas le

héros de Flaubert, qui fera pâlir l'étoile des Priestley, des Scheele, des Pelletier, des Caventou, des Berthelot, des Moissan, des Guignard, de tous ces savants, dont quelques-uns furent de véritables bienfaiteurs de l'humanité, et dont les noms brillent, en lettres d'or, sur notre drapeau professionnel.

« Nous sommes et resterons les humbles, mais infatigables élèves de ces grands maîtres, modestes et sûrs pionniers du progrès que nous vulgarisons chaque jour plus que quiconque, saluant les nombreux mutualistes présents à cette cérémonie, déclarant que les pharmaciens comme les médecins ont toujours été les premiers mutualistes de leur époque ; sans leur précieux appoint, les Sociétés de secours mutuels n'eussent pu trouver de suffisante vitalité ; sans eux, l'Assistance médicale gratuite n'eût pu suivre sa voie si féconde et si républicaine.

« Je termine, Messieurs, en disant que les Pharmaciens n'ont pas d'autre ambition que d'être utiles à leurs concitoyens, utiles à l'humanité, utiles à leur pays ; rêvant pour celui-ci des destinées toujours plus grandes, dans le grand concert des nations civilisatrices. »

De longs applaudissements soulignent sa belle allocution.

La parole est ensuite donnée à M. Flour, président de la Société, qui prononce l'allocution suivante :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« MONSIEUR LE DÉPUTÉ,

« MONSIEUR LE PRÉFET,

« MONSIEUR LE MAIRE,

« MESDAMES,

« MESSIEURS,

« Beaucoup d'entre vous n'ont pas appris sans quelque surprise que la Société libre des Pharmaciens de Rouen et de la Seine-Inférieure était appelée à consigner dans ses annales la date mémorable de son Centenaire.

« Pour notre part, nous nous expliquons facilement cet éton-

nement par la raison suivante : c'est que les pharmaciens, renfermés dans l'exercice de leur profession, ne sont guère des personnages en vue, ils remplissent pour la plupart modestement leur rôle humanitaire dans la société et ont pour habitude conséquente, de ne point attirer sur eux l'attention publique ; or, voici à l'heure actuelle plus d'un siècle (c'était le 15 mai 1802, et pour employer le style de l'époque, le 23 germinal an X) que sentant la nécessité de se grouper, nos aînés se sont réunis, guidés beaucoup moins par le but d'une cohésion intéressée, que par le but scientifique, qui d'ailleurs a fait éclore bien des travaux, tout à l'honneur de leur corporation.

« S'il fallait énumérer les noms des savants illustres qui ont pris place au livre d'or de notre profession, la liste en serait longue. Ces chercheurs de la première étape ont été, en effet, les pionniers qui ont ouvert une brèche dans le domaine obscur de la science, et par leur ténacité, par leur avidité à sonder l'inconnu, sont parvenus à établir les bases fondamentales de cette même science inépuisable qui régit la matière dans toutes ses molécules et qui s'appelle la chimie.

« Je n'ai pas ici la prétention de vous faire l'historique d'une profession qui remonte aux temps les plus reculés, car pour en chercher la source, il ne suffirait pas de remonter au déluge, mais bien au-delà, puisque suivant certaine histoire, les maux ont dû tomber sur notre pauvre humanité après le péché pourtant bien léger de la première femme.

« Mon rôle est beaucoup plus modeste, et sans chercher à abuser de la distinction à établir cependant entre pharmaciens, nous laisserons de côté les guérisseurs des temps anciens, comme ceux des temps modernes, pour vous parler des praticiens qui ont conservé toute dignité morale, personnelle et professionnelle.

« Messieurs, derrière ce pharmacien attelé à sa besogne, vous avez été tentés plus d'une fois de ne voir comme mobile de ses actes que le côté mercantile.

« Il est vrai que, par cette même distinction que nous établis-

sions il y a un instant, à vous-même qui ne faisiez pas cette répartition, il vous était difficile de ne pas laisser tomber de tout son poids cette impression de mercantilisme appropriable incontestablement à certains, et cette impression voilait toutes les qualités qui font pourtant de chacun des autres un homme qui vous est utile et qui vous rend de réels services.

« Le choix d'un pharmacien doit être aussi judicieux que le choix de votre médecin.

« Vous n'iriez pas à la légère vous remettre entre les mains d'un médecin que vous ne connaissez pas tout d'abord, et vous serez poussés vers lui, soit parce que, par une circonstance fortuite vous vous serez trouvés en sa présence, soit parce que vous aurez entendu parler de lui en termes favorables, soit encore parce qu'il aura excité votre sympathie.

« Là pour vous s'arrête le *summum* de ce que vous pouvez désirer, puisque le côté scientifique qui lui est personnel vous échappe à peu près complètement.

« Eh bien, pour le pharmacien, ces conditions ne suffisent pas, et je pourrais même ajouter qu'elles ne peuvent être qu'un adjuvant appréciable, il est vrai, mais qu'elles ne doivent pas cependant dominer votre choix.

« Les qualités que vous devez rechercher avant tout sont l'honorabilité, l'assiduité, la conscience, l'ordre, la prudence. Savoir distinguer ceux qui aiment et respectent leur art, car ce que l'on fait avec plaisir est toujours bien fait, et surtout ne pas subordonner votre confiance à un écart de peu d'importance dans une rétribution largement due à celui qui tient souvent votre existence entre ses mains.

« L'honorabilité d'un pharmacien entraîne son équité.

« Son assiduité établit entre lui et son client cette confiance qui sert de base à des relations qui souvent deviennent amicales.

« Sa prudence est la sauvegarde de vos personnes, et tout homme prudent est en même temps un homme d'ordre, et l'ordre, par la multiplicité des produits dangereux que le pharmacien est

appelé à manier chaque jour, est une des conditions primordiales d'un bon praticien.

« Ces conditions, la recherche de ces qualités, Messieurs, sont certainement le guide le plus sûr qui vous fera trouver le pharmacien auquel vous devrez ensuite donner une confiance illimitée, en face duquel vous trouverez équitable qu'une rétribution honorable lui est due pour les soins attentifs qu'il vous donne et la sécurité dont il entoure vos personnes et peu à peu, vous ne trouverez que juste la considération que vous serez tentés tout naturellement de lui donner et qui ne sera qu'une marque déguisée de reconnaissance.

« Dans notre époque où tout se mesure à l'équivalent de l'or ou de l'argent, il y a cependant des services qui entraînent après eux autre chose qu'une liquidation de comptes.

« En face de votre médecin, comme de votre pharmacien, tous deux armés d'un diplôme qui est la sanction de longues études, il doit rester fixé dans votre esprit qu'un peu de gratitude peut et doit être ajoutée, et vous pouvez en avoir la certitude, c'est à ce sentiment que vous devrez l'empressement et les bons soins de l'un, l'exactitude et les bons médicaments de l'autre.

« Pour continuer sur ce sujet et vous faire connaître, Mesdames et Messieurs, le pharmacien sous un jour qui vous a peut-être échappé, je ne puis mieux m'en rapporter qu'au magistral discours qu'un de nos plus distingués professeurs, M. Edmond Dupuy, de la Faculté de médecine et de pharmacie de Toulouse, a prononcé à l'occasion du cinquantenaire de la Société de pharmacie du Sud-Ouest.

« Voici comment il s'est exprimé sur *le rôle du pharmacien au point de vue social* :

« Je saisis, dit-il, avec plaisir et avec empressement l'occasion
« que vous m'offrez de dire ce que je pense et ce qu'on devrait
« penser d'une profession si digne à tous les titres, de l'estime et
« de la considération publique.

« Nous ne sommes plus au temps où Molière stigmatisait, dans

« ses immortelles comédies, ces polypharmques ridicules, *ces apothécaires chrétiens et craignant Dieu*, qui, plongés dans les mystères de l'alchimie, cachaient leur ignorance sous le manteau de la gravité, et faisaient de la pharmacie un art secret rempli de pratiques absurdes, de formules indigestes et bizarres, en possession d'arcanes souverains plus ou moins précieux.

« L'apothicaire du moyen âge a été remplacé par le pharmacien du XIX^e siècle, et depuis longtemps la pharmacie, par les services qu'elle a rendus aux sciences, aux arts et à l'industrie, par la part qu'elle a prise aux progrès des connaissances humaines et à ceux de la civilisation, a droit d'occuper dans la hiérarchie sociale une place qu'on est quelquefois peu disposé à lui accorder. On ne saurait trop stigmatiser, dit Cap, le dédain inepte où tout au moins irréfléchi à l'égard de certaines professions, fondées à la fois sur la science et l'industrie, sur une pratique intelligente et habile, et en même temps sur des connaissances de l'ordre le plus élevé : professions qui sont de précieux intermédiaires entre les spéculations et la pratique, entre les théories et l'application, qui élargissent incessamment le champ des recherches, de l'expérience et des découvertes, dont elles fournissent ou préparent les éléments. Que seraient, sans elles, les plus hautes conceptions du génie et de la science pure ?

« Or, telle est la pharmacie, qui est, à la médecine, ce que sont l'imprimerie et la librairie à la littérature, la profession d'avoué au droit, à la jurisprudence, et celle de l'opticien à la physique, à la mécanique et à l'astronomie.

« Aurait-on oublié que les célèbres érudits, qui portaient le nom d'Estienne, n'étaient que des imprimeurs de Paris, que Bernard Palissy n'était qu'un simple potier de terre, que les fameux Dollond père et fils, de Londres, ne furent que des opticiens, que les trois Richard, à qui la botanique est si redevable, n'étaient qu'une famille de jardiniers, que les dynasties savantes des Geoffroy, des Jussieu et des Brongniart, sortirent tous trois d'une officine pharmaceutique, que James Watt était constructeur de physique à Glasgow, que Scheele, humble pharmacien d'une petite

ville de Suède, rivalisa avec les plus illustres chimistes de son époque, par le talent, le génie et la célébrité ?

« La pharmacie, qui forme l'une des trois branches de l'art médical, est restée longtemps, il faut bien l'avouer, dans une sorte d'infériorité relative, soit par la nature de ses attributions, soit par suite d'une rivalité sans motif, soit enfin par le défaut d'instruction chez ceux qui l'exerçaient.

« Il en résultait que le public, confondant l'apothicaire avec l'épicier, comme il ne distinguait point le chirurgien du barbier, s'était habitué à ne voir, dans cette dénomination, qu'un titre assez vague, livré, en raison des mœurs de l'époque, au dédain ou au ridicule.

« Il ne faut donc pas s'étonner si des hommes qui ont pris au sérieux cette profession, se sont efforcés de l'honorer par leur savoir et leur conduite, se sont empressés de substituer à cette appellation surannée d'apothicaire, celle de *pharmacien*, dont la signification est la même, mais qui devait en changer le caractère, mettre un terme à des préjugés vieillis, et donner à la pharmacie un rang plus digne, plus convenable, fondé sur des attributions sérieuses et vraiment scientifiques.

« Ce qui est certain, c'est que, depuis l'adoption générale du mot *pharmacien*, l'opinion publique y attache l'idée d'une profession plus libérale et plus élevée, moins routinière et moins mercantile; mais ce qui est non moins certain, c'est qu'elle ne rend pas encore à cette profession la justice qu'elle mérite.

« Quelles sont donc les causes de cette sorte de dédain affecté à l'égard du pharmacien par des personnes appartenant même à des classes instruites de la société ?

« Elles tiennent à des erreurs et à des préventions qu'il est intéressant d'examiner.

« Le public ignore, en général, quelles sont les études exigées du pharmacien, quels sont les devoirs professionnels et quelles sont les garanties que doit offrir à la société l'homme qui tient entre ses mains, peut-être encore plus que le médecin, la santé et la vie de ses semblables.

« Il ne soupçonne pas que la pharmacie est une des branches de la médecine, qu'elle exige des études et des connaissances approfondies, car la santé publique est intéressée à ce que la profession de pharmacien soit exercée par un homme instruit et ayant le sentiment de ses devoirs.

« Il ne sait pas que dans l'œuvre commune, pour laquelle le médecin et le pharmacien unissent leurs efforts, il n'y aurait aucune sécurité pour le malade, dont la vie est en jeu, ni pour le médecin, tant au point de vue professionnel que scientifique, si le pharmacien n'était pas à la hauteur de sa mission.

« Il sait encore moins que c'est pour atteindre ce résultat qu'ont été rendus de nombreux décrets relatifs aux études pharmaceutiques, décrets dont la lecture montre qu'aucune profession libérale n'exige une plus grande variété de connaissances scientifiques et surtout une plus longue durée d'études professionnelles (six ans au moins).

« Prenant les apparences pour la réalité, confondant la *boutique* du pharmacien avec ce qu'il devrait *appeler officine*, il croit que le pharmacien est un vulgaire commerçant et le traite souvent comme tel. Il serait bon de lui apprendre, pour dissiper son erreur, qu'en dehors des connaissances scientifiques exigées du pharmacien, la loi, pour donner encore plus de garanties à la société, a soumis le droit d'exercer la pharmacie et son exercice lui-même à des conditions multiples et sévères, qui ne sont pas imposées aux commerçants, et qui placent cette profession au rang des professions libérales et savantes.

« En effet, à l'âge de vingt-cinq ans seulement, muni du diplôme qu'il a si laborieusement et si chèrement acquis, le pharmacien peut ouvrir une officine au risque d'attendre longtemps une clientèle, ou acheter, à un haut prix, une officine plus ou moins achalandée; et là, placé sous le coup d'une responsabilité effrayante qui lui impose un rigoureux esclavage, assujetti à des mesures réglementaires minutieuses, il n'a d'autres privilèges que celui de vendre, et seulement sur les ordonnances des médecins, les seuls médicaments inscrits au codex, ou achetés par le gouver-

nement, ou formulés, pour chaque particulier, par les docteurs en médecine ou les officiers de santé (tous autres médicaments ou remèdes étant qualifiés de remèdes secrets, il est interdit aux pharmaciens de les préparer ou de les vendre). Il ne peut exercer simultanément aucune autre profession que la sienne. Il a le droit de s'associer avec un autre pharmacien, mais il lui est interdit de former avec une autre personne aucune espèce de Société, même une Société en commandite simple, car la loi veut qu'une pharmacie ne puisse être gérée que par son propriétaire et exige que la propriété et le diplôme reposent sur la même tête.

« Il ne lui est pas permis, ainsi que le déclare l'article 3 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets, de faire breveter les compositions pharmaceutiques ou les remèdes qu'il découvre, lesdits objets demeurant soumis aux lois et règlements spéciaux sur la matière.

« Il est soumis à toutes les règles imposées aux médecins, concernant le secret, la responsabilité, la capacité de recevoir les dons et legs, règles énumérées dans les articles 378, 210 et 320 du Code pénal, 909 du Code civil.

« Le public est convaincu que le pharmacien lui vend ses médicaments trop chers : c'est presque toujours avec un certain regret et en protestant (au moins dans son for intérieur, quand ce n'est pas ostensiblement), que le client paie le compte des médicaments qu'il lui a fournis.

« Aussi, s'attachant trop rarement à son pharmacien et le considérant comme un simple industriel, il le quitte avec une facilité déplorable, dès qu'il croit savoir ou qu'il apprend par les annonces des journaux que tel autre offre des produits à des prix moins élevés.

« Rien n'est plus pénible pour la délicatesse d'un pharmacien honorable, qui a fixé le prix de ses médicaments suivant l'impulsion de sa conscience et les maximes de l'équité la plus austère et non par caprice et par fantaisie, rien n'est plus pénible, dis-je, que ces altercations journalières, ces scènes désagréables suscitées par certains clients qui, assimilant le pharmacien au premier mar-

chand venu, viennent débattre la valeur de ses produits, comme ils le feraient d'articles de ménage ou de fantaisie. Et cependant, les médicaments ne sont pas des denrées dont le choix et la qualité puissent être appréciés à première vue, même par un acheteur expérimenté.

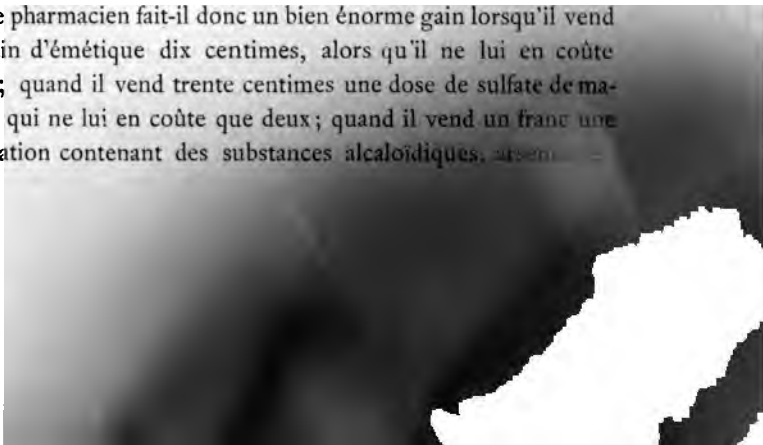
« Qu'il me soit permis d'apprendre à ceux qui nourrissent de telles préventions, certaines vérités qu'ils ignorent certainement.

« Il faut que le malade ait autant de confiance dans son pharmacien que dans son médecin, et n'est-ce pas s'exposer aux risques d'être trompé que de suspecter sa bonne foi, en lui imposant des conditions de prix qui le placent dans la triste alternative : ou de ne point délivrer le remède prescrit ou d'en altérer la substance; en un mot, pour me servir d'une expression vulgaire, de donner de la marchandise pour l'argent, ce qui, dans l'espèce, serait non plus un vol, mais un véritable crime ?

« On ne soupçonne pas, en général, combien peuvent être nombreuses en pharmacie les fraudes de tous genres ; on ignore que, trop souvent, le pharmacien probe et consciencieux tire à peine un gain honorable de son débit annuel, quoique ses prix paraissent élevés, tandis que son confrère, plus perfidement habile, attire à lui la clientèle et sait, par des expédients que l'honneur réprouve, se récupérer, avec la plus grande facilité, des prétendus sacrifices qu'il a semblé faire.

« Le pharmacien qui a fait des études très longues, subi des épreuves difficiles, dont la responsabilité est terrible, dont le chiffre d'affaires est très minime, peut-il se contenter d'un bénéfice mercantile ordinaire, et n'a-t-il pas droit de réclamer des honoraires qui, comme tous ceux accordés aux professions savantes, peuvent varier à l'infini, suivant le cas où on les accorde, et suivant la position de celui qui les obtient ?

« Le pharmacien fait-il donc un bien énorme gain lorsqu'il vend un grain d'émétique dix centimes, alors qu'il ne lui en coûte qu'un ; quand il vend trente centimes une dose de sulfate de magnésie qui ne lui en coûte que deux ; quand il vend un franc une préparation contenant des substances alcaloïdiques, arseni-



mercurielles, dont le dosage inexact et involontaire peut entraîner la mort d'un malade et faire condamner le pharmacien pour homicide par imprudence avec les suites qui, presque toujours, entraînent sa propre ruine.

« Si c'est au poids qu'on lui marchandise ses produits, si ce n'est que sur le prix de revient commercial qu'on veut baser son bénéfice, que dira-t-on des notaires et des avoués qui ne délivrent que des actes; des avocats, des médecins qui ne délivrent que des paroles, sans pouvoir objecter qu'ils ont fait plus de sacrifices que le pharmacien pour leurs études spéciales?

« Le prix excessif des médicaments est donc un reproche banal et une légende fantasmagorique dont il est temps de faire justice.

« Le charlatanisme pharmaceutique est aussi une des causes qui tendent à déconsidérer la profession. Mais la pharmacie est-elle, sous ce rapport, plus gangrenée que d'autres professions? Il serait téméraire de l'affirmer.

« L'annonce charlatanesque n'est point de date récente et nous pourrions en citer qui dépasseraient de cent coudées les réclames éhontées de nos plus célèbres annonceurs. •

« De tout temps, on a pu dire : *Vulgus vult decipi, ergo decipiatur*. On ne saurait trop le répéter : la science n'a rien de commun avec les médicaments industriels dont les annonces mensongères constituent, d'après la jurisprudence des tribunaux, les manœuvres frauduleuses spécifiées et punies par l'article 405 du Code pénal; et si la pharmacie s'honore de compter au nombre de ses membres les savants qui ont illustré la profession aux différentes périodes de son histoire, elle déplore de posséder dans sa corporation les célèbres propagateurs de tisanes, pilules, sirops, vins, etc., qui guérissent tous les maux du *vulgum pecus*.

« A toutes ces causes de discrédit, il conviendrait d'en ajouter une autre, sur laquelle je ne veux pas insister, mais qu'il est intéressant de signaler : l'établissement sur la rue des officines et l'installation par trop mercantile de certaines d'entre elles.

« Un des meilleurs moyens de rehausser la profession pharmaceutique dans l'opinion publique serait, permettez-moi de le dire

en passant, d'opérer une transformation complète dans l'installation des pharmacies.

« Peut-être trouvera-t-on que c'est une utopie ? Mais qui ne sait que les utopies d'aujourd'hui peuvent devenir la réalité de demain ? qui ne sait surtout que les plus petites causes produisent souvent les plus grands effets.

« Après avoir montré et combattu les causes qui semblent déconsidérer la pharmacie, j'ai hâte d'indiquer les motifs qui devraient au contraire faire honorer cette profession.

« C'est au pharmacien qu'il appartient de reconnaître, choisir, préparer ou combiner les produits si nombreux et souvent si dangereux que les trois règnes de la nature et les progrès de la science mettent à la disposition de l'homme pour le traitement de ses maladies ; son ignorance ou sa négligence peuvent compromettre les existences les plus précieuses ; il les tient en quelque sorte entre ses mains ; nulle mission n'est plus grave que la sienne, ne suppose des titres plus réels à la confiance publique.

« Le pharmacien n'a le plus souvent pour juge que Dieu et sa conscience, il exerce presque un sacerdoce ; aussi, doit-il, par son savoir, sa prudence, sa loyauté, se montrer digne d'exercer cette profession, amoindrie par ceux qui ne la connaissent pas, mais respectée par tous ceux qui savent que, pour la pratiquer avec honneur et dignité, il faut allier à la passion de la science l'amour pieux et sacré de l'humanité.

« Un pharmacien instruit et consciencieux est, pour le médecin, une condition de sécurité professionnelle et scientifique. Le médecin peut, au milieu des préoccupations qui l'absorbent, dérouté, auprès du lit de son malade, par le verbiage excusable de la famille, se laisser aller, en rédigeant ses prescriptions, à des erreurs qui, s'il n'en était averti, auraient des conséquences parfois très graves, et qu'il redresse dès qu'un doute intelligent lui est suggéré.

« Et d'ailleurs, que devient sa médecine comme profit pour ses malades et comme école d'expérience pour lui-même, s'il ne peut compter ni sur la qualité, ni sur le dosage des médicaments

qu'il prescrit ? Une bonne pharmacie est donc la condition nécessaire de toute médecine fructueuse.

« Aussi, comme le disait l'éminent Fonsagrives, professeur à la Faculté de médecine de Montpellier, un pharmacien qui aime son art et qui lui donne son instruction, sa vigilance, son assiduité, est-il un homme public, dont les services sont dignes de toute estime et qu'une assimilation injurieuse pourrait seule confondre avec les industriels dont le lucre est le seul but.

« Le pharmacien a le devoir de fournir à ses malades des médicaments bien préparés, bien dosés et bien conservés, et c'est là, il faut le proclamer bien haut, une tâche délicate et très difficile à remplir actuellement.

« En effet, autrefois, on préparait dans les officines la plupart des médicaments ; mais depuis quelques années, il s'est opéré, dans la pratique pharmaceutique, une transformation profonde.

« A la fin du siècle dernier, la thérapeutique était fille de l'empirisme. Les médicaments chimiques étaient peu nombreux ; ils se recrutaient presque exclusivement parmi les antimoniaux, les ferrugineux, les mercuriaux. Plus tard, l'apparition des alcaloïdes naturels vint modifier cet état de choses ; elle ouvrit à l'art de guérir des horizons nouveaux.

« Peu à peu, les médecins négligèrent l'emploi des simples et des drogues qui en sont tirées ; ils s'habituerent de plus en plus à puiser dans l'arsenal des médicaments chimiques pour guérir ou soulager leurs malades. Ce mouvement, nous l'avons vu, depuis un demi-siècle, grandir et s'accentuer davantage.

« Dans ces dernières années surtout, l'éclosion de produits de synthèse est venue marquer une nouvelle étape dans la voie du progrès que nous signalons. Les observations médicales ont aujourd'hui la rigueur d'un problème à résoudre ou d'un théorème à démontrer. La thérapeutique était un art, elle est devenue une science.

« Cette révolution ou plutôt cette évolution dans l'art de guérir devait avoir et a eu son contre-coup dans la préparation des médicaments. Un alambic, quelques mortiers en marbre et en fer,

une étuve, quelques bassines et quelques tamis suffisent à la préparation des médicaments galéniques.

« Avec quelques vases à précipité, quelques terrines, entonnaires, creusets, cornues, on peut préparer un certain nombre de produits chimiques. Mais il est impossible à beaucoup de pharmaciens, avec le local et le matériel dont ils disposent, de préparer la plus grande partie des médicaments chimiques qui leur sont prescrits et qui ne peuvent être fabriqués que dans l'industrie.

« C'est pour répondre à ces exigences de la thérapeutique moderne que se sont créés partout de grands établissements qui fabriquent ces produits et les livrent, dans des conditions très satisfaisantes, à ceux qui ne se laissent pas séduire par un bon marché excessif.

« Cette situation nouvelle entraîne pour le pharmacien le devoir étroit, et maintenant plus que jamais, de contrôler la sincérité et la pureté de tout ce qu'il demande à l'industrie. Or, il ne peut le faire qu'en mettant en œuvre les méthodes analytiques qui doivent être employées pour arriver à ce résultat.

« L'ensemble des études et des connaissances théoriques et pratiques données à la nouvelle génération des étudiants dans nos Facultés de pharmacie est dirigé vers ce but final de mettre le pharmacien en état de préparer au besoin, de caractériser à coup sûr, et d'essayer en toute rigueur, les médicaments qu'il délivre au public sous sa garantie, seule barrière ou à peu près qui subsiste contre des abus ou des dangers de toute nature.

« Ce rôle important, véritable raison d'être de la profession pharmaceutique au point de vue social, dit M. le professeur Prunier, de Paris, exige plus que jamais de celui qui s'y destine de longues études préparatoires, des notions scientifiques extrêmement variées, et de plus un travail soutenu pour se maintenir au courant des transformations incessantes, d'où surgissent journellement les médications nouvelles sur lesquelles il faut qu'il puisse se faire, en quelque sorte à l'instant, une opinion basée sur des données exactes. Il doit, en particulier, se tenir prêt à fournir, en vue des applications courantes de la médecine, de la chirurgie,

de l'hygiène et même de l'alimentation publique, les agents innombrables, lancés aujourd'hui dans la circulation et qu'il est nécessaire de surveiller de très près avant de les admettre à l'usage médical.

« Le pharmacien mérite considération à d'autres titres que celui de préparateur de médicaments, car son champ d'action intellectuel s'étend bien souvent au-delà des opérations ordinaires de son officine.

« Comme savant, ou simple initié aux sciences, il joue dans la société un rôle important. Partout où il se trouve, il répand les sciences et leurs applications, soit comme auteur de découvertes, soit comme simple vulgarisateur.

« N'est-il pas appelé fréquemment à seconder le médecin en lui fournissant les moyens propres à assurer l'exactitude de son diagnostic, par l'examen des urines, l'analyse des calculs et des liquides pathologiques ?

« N'est-ce point à lui que le public s'adresse ordinairement pour une foule de renseignements qui nécessitent des connaissances étendues et variées ? Dans les petites villes, n'est-il pas considéré, à juste titre, comme le représentant des sciences physico-chimiques et naturelles ? S'il y a un vin frelaté, une eau malsaine, un air méphitique, un aliment dangereux, à qui peut-on mieux s'adresser qu'au pharmacien pour y remédier, dit Virey ? Un minéral contient-il des substances métalliques ou des sels qu'on puisse exploiter ? Telle plante est-elle utile comme aliment ou comme médicament ? Comment neutraliser tel poison, ou analyser telle liqueur ? Quels secours faut-il donner, en l'absence du médecin, aux malades ou aux blessés ? N'est-ce pas au pharmacien que le public a recours pour s'éclairer ?

« Sans avoir la prétention de le présenter comme une Encyclopédie vivante, il est certain, dit M. le professeur Frebault, et il n'y a aucune exagération à l'affirmer, que le pharmacien, par l'instruction complète et éclairée qu'il reçoit aujourd'hui, est admirablement armé pour résoudre la plupart des questions inté-

ressant la biologie, la pathologie, l'hygiène, le commerce, les arts, l'industrie et l'agriculture.

« Nul mieux que lui ne connaît le maniement des poisons et leurs propriétés, l'action spéciale de chacun d'eux sur l'économie et les doses toxiques de ces redoutables agents de la thérapeutique. Il est exercé à la recherche et à la caractérisation de ces substances dans les cas d'empoisonnement ; il est donc à même de prêter efficacement son concours à la justice et de porter, sans faiblir, les lourdes responsabilités des expertises en matière criminelle.

« Appelé dans les Comités locaux d'hygiène, où la loi a si justement marqué sa place, il y rend des services signalés. C'est le professeur le plus habituel des cours publics et scientifiques des villes, c'est l'essayeur des matières d'or, d'argent, des engrais.

« Ardent pionnier de la science, ses recherches l'amènent à découvrir des médicaments qui font progresser la thérapeutique ou des faits scientifiques nouveaux dont l'application vient enrichir l'industrie. Il fait partie de cette franc-maçonnerie de la science répandue sur toute la surface du globe pour en explorer les richesses et les secrets. C'est lui qu'on trouve sur la brèche, en temps d'épidémie, de famine, de danger pour la Patrie. C'est de ses rangs que sont sortis cette pléiade de savants, dont les découvertes fécondes ont si puissamment contribué aux progrès humains. Quel plus bel hommage à rendre à la pharmacie, que de retracer, dans un livre d'or, le nom des savants qui ont illustré cette profession aux différentes périodes de son histoire ? J'ai essayé de le faire dans un livre que j'ai publié en 1881 et qui porte le titre : *Notices biographiques sur les médaillons de la nouvelle école supérieure de pharmacie de Paris.*

« Dans la préface de ce livre, je disais : « J'ai voulu rendre un solennel hommage au génie de tous ces grands hommes en publiant leurs titres et leurs services, heureux si nous avons pu, par ces modestes biographies, aider l'Ecole à réaliser cette fiction de la poésie antique rappelée par Bacon. « A l'extrémité du fil qui représente la vie de chaque mortel est suspendue une

« médaille qui porte son nom. Au moment de sa mort, le Temps
 « détache ces médailles et les jette dans le fleuve de l'Oubli. Mais
 « autour de ce fleuve voltigent quelques cygnes, qui rassemblent
 « les noms qui flottent à la surface, les saisissent et les portent à
 « l'Immortalité. »

« Le livre d'or de la pharmacie serait trop long à reproduire
 en ce moment. Mais quelle belle étude à faire ? Quels sentiments
 de respect il imposerait à ceux qui dénigrent ou veulent amoindrir
 cette profession ? Cet hommage que nous rendrions au génie,
 au courage, aux talents de tous ceux qui, les premiers, ont ouvert
 la voie dans laquelle nous marchons, nous permettrait de constater
 la part glorieuse et considérable que les pharmaciens ont prise,
 dans tous les siècles, aux progrès des sciences, des arts, de
 la civilisation.

« Ne pouvant pas consacrer à cette étude biographique le
 temps qu'elle mérite, je me borne à vous rappeler les noms de
 quelques-uns de ces savants : Vauquelin, Parmentier, Balard,
 Caventou, Pelletier, Robiquet, Duméril, Brongniart, Scheele,
 Bayen, Macquer, Rouelle, Descroizilles, Fourcroy, Seba, Le
 Dante, Charras, Newton, Lemery, Boulduc, Baumé, Berthollet,
 Chaptal, Serullas, Thenard, Guibourt, Liebig, Houel, Claude
 Bernard, et de nos jours : Berthelot, Chatin, Milne-Edwards,
 Planchon, Bourquelot, Le Roux, Riche, pour ne citer que les plus
 illustres.

« MESSIEURS,

« Dans une visite qu'il faisait un jour à l'Ecole supérieure de
 pharmacie de Paris, un homme qui fut le plus savant chimiste de
 son siècle, le défenseur éloquent, sûr et constamment fidèle à la
 pharmacie, le grand Dumas, disait aux élèves réunis :

« Ne laissez pas dégénérer la pharmacie que les Académies
 « des sciences et de médecine ont si souvent associée à leurs
 « travaux.

« Elle opposa, pendant de longs siècles, les leçons de choses
 « à l'esprit de système; elle dissipa les rêves de l'alchimie; elle

« prépara de loin la transformation de la chimie moderne, en
 « fonda et perpétua l'enseignement, en créa les méthodes expéri-
 « mentales et les premiers appareils, et eut, en attendant la venue
 « de Scheelle, Vauquelin, Pelletier et Robiquet, l'insigne hon-
 « neur de donner à Lavoisier ses premières leçons. »

« En prononçant à l'Académie des Sciences l'éloge de Balard, Dumas rappelait les paroles prononcées par son illustre ami au moment de sa mort : « N'oubliez pas, disait-il, avec une expres-
 « sion touchante de reconnaissance pour les secours dont sa jeu-
 « nesse fut entourée et dont le souvenir semblait revivre à ses
 « yeux mourants ; n'oubliez pas que j'ai été élève en pharmacie. »

« Oh ! non, je ne l'aurais pas oublié, ajoutait-il, car je com-
 « prends mieux que personne qu'il ait attribué le succès de sa
 « vie à ses modestes études qui l'avaient conduit, d'une marche
 « si ferme, au seuil des grands mystères de la nature. »

« Soyez fiers, Messieurs et chers Confrères, d'appartenir à une profession à laquelle de si grands hommes ont rendu un tel hom-
 « mage et montrez-vous dignes, par l'accomplissement fidèle de vos devoirs légaux, moraux et professionnels, de l'exercer avec honneur.

« Cherchez dans les témoignages de votre conscience, et sur-
 « tout dans le sentiment de votre mission sociale et humanitaire,
 « une compensation aux froissements d'amour-propre et l'oubli des
 « ennuis inséparables de l'exercice de votre profession.

« A ce sujet, s'il m'était permis de soulever le voile qui les
 « couvre, nous citerions, non plus les découvertes brillantes des
 « savants qui ont illustré la pharmacie aux différentes périodes de
 « son histoire ; mais, pénétrant dans la vie intime du pharmacien,
 « nous publierions ces œuvres ignorées de tous, les soins, les se-
 « cours, les consolations qu'il prodigue généreusement aux pauvres
 « et aux malheureux qui s'adressent à lui, et avec Cap nous dirions :
 « C'est ainsi que le pharmacien compatissant et charitable, désin-
 « téressé même, toutes les fois que le prix de ses soins impose-
 « rait au malheureux un sacrifice au-dessus de ses forces, repous-
 « sera le reproche d'égoïsme et d'avidité et qu'il relevera, aux

« yeux de tous, la dignité d'un art qui confond avec ses devoirs
« de pareils sentiments. »

« Je ne veux pas, d'autre part, quitter ce sujet sans vous faire remarquer, Mesdames et Messieurs, que vous rencontrerez les qualités dont il vient d'être parlé chez la totalité des membres de nos Syndicats professionnels. Ces groupements représentent, sans conteste, le côté le plus distingué du corps pharmaceutique ; ils entretiennent avec un soin jaloux cette dignité morale, personnelle et professionnelle qui reste le terrain fécondant de ces mêmes qualités que vous devez désirer avant tout ; ils n'oublient pas que la valeur morale d'une Société est intimement liée à la valeur morale de l'individu.

« Ses membres ont d'ailleurs largement profité des excellentes leçons qu'ils ont d'abord reçues des praticiens honorables chez lesquels ils ont fait leur stage, et qui sont ici représentés si dignement par MM. les Pharmaciens honoraires pour lesquels nous avons conservé une gratitude sans limite ; puis par les éminents professeurs de nos Ecoles de pharmacie auxquels nous adressons également l'expression d'une reconnaissance inoubliable et que vous me permettrez, Messieurs, de concentrer en la personne de votre distingué doyen, l'honorable M. le docteur Emm. Blanche, retenu loin de nous, par son grand âge et qui s'excuse auprès de nous en ces termes affectueux :

« Bonsecours.

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Je suis très sensible à l'invitation que m'adressent les
« membres de la Société des Pharmaciens de Rouen et de la
« Seine-Inférieure.

« J'espère que j'y compte autant d'amis que d'anciens élèves.
« Et depuis 1853.....

« Veuillez leur exprimer ma reconnaissance et les assurer de ma
« constante amitié.

« Veuillez recevoir, Monsieur le Président, l'assurance de ma
« cordiale affection.

« BLANCHE. »

« Et vous, mes chers Confrères, vous avez bien compris que toute force est faite de patience et de temps.

« Vos légitimes aspirations auront dans un avenir prochain, espérons-le du moins, la satisfaction qui leur est bien due, et surtout si vous voulez vaincre, ne vous laissez aller au découragement ni à cette perfide apathie qui n'est que le précurseur du sommeil de la mort. Des encouragements des plus honorables vous sont prodigués en ce jour.

« Le digne collaborateur du gouvernement, M. Mastier, préfet de notre département, empêché, a tenu cependant à ce que son honorable administration soit représentée à notre solennité par le distingué chef de division M. Bordeaux. Nous l'en remercions profondément et lui renouvelons l'assurance qu'il trouvera toujours en nous des auxiliaires dévoués pour les œuvres si humanitaires tout à l'honneur de notre gouvernement qui portent pour noms, Assistance médicale gratuite et Enfants assistés, dont le si dévoué inspecteur, M. le docteur Metton-Lepouzé dirige le service avec tant d'amabilité et de tact.

« La municipalité de notre ville n'a pas voulu non plus laisser passer cette cérémonie sans nous marquer sa sympathie.

« Nous associons également à ces mêmes remerciements, notre très aimable président de notre grande Association, l'honorable M. Riethé, qui a bien voulu donner à notre vieille Société, l'ainée de toutes ses sœurs de France, une marque si précieuse des liens qui nous unissent ; MM. Fumouze, trésorier de notre Association et président de la Chambre de commerce de Paris ; Vaudin, secrétaire-adjoint ; Coquet, Barruet et Lejeune, qui représentent ici l'élite de notre corporation.

« Nous vous remercions aussi et nous nous honorons de votre présence, Monsieur le docteur Brunon, directeur de l'Ecole de médecine et de pharmacie de Rouen, et vous également, Messieurs les Professeurs, vous saviez vous rencontrer ici avec de vos anciens élèves qui tous ont conservé pour vous de la reconnaissance et une respectueuse sympathie.

« Merci à vous aussi, Messieurs les Docteurs ; les gages d'amitié que vous nous manifestez ne peuvent s'oublier.

« A vous, Monsieur le docteur Millet, directeur du service de santé du 3^e corps d'armée, nous vous dirons que dans les circonstances difficiles où la Patrie peut être amenée, vous pouvez avoir l'assurance de rencontrer dans tout le corps pharmaceutique de notre département un dévouement patriotique sans bornes et tout l'aide que vous pourrez désirer pour chercher à arracher à la mort les victimes de combats meurtriers. Comme elles, nous ferons tout notre devoir.

« A vous, Monsieur Doliveux, inspecteur d'Académie, nous vous dirons que malgré le côté commercial de notre profession, nous n'en conservons pas moins le désir de nous élever par des études diverses et faire ainsi honneur à notre pays.

« A vous également, Monsieur Sarrazin, président de l'Académie des Arts, Belles-Lettres et Sciences de Rouen, nous adressons l'expression de nos sentiments de bien sincère gratitude.

« De vous, Mesdames, il restera dans nos mémoires le précieux charme de votre gracieuse présence.

« Et vous tous, Messieurs, nous vous remercions bien sincèrement de nous avoir honoré de votre présence.

« Par dessus ce siècle qui vient de s'écouler, un lien indestructible est venu, mes chers Confrères, souder le passé au présent ; à nous est destiné de lier ce présent à l'avenir.

« Vous allez dans quelques instants, par le laborieux et beau travail de notre estimé confrère, M. Léon Infray, revivre ce siècle parcouru par nos aînés à la mémoire desquels nous adressons l'expression de nos sentiments d'inaltérable vénération, vous y verrez qu'ils ne se sont jamais laissés distraire du but à poursuivre ; c'est à leur ténacité, à leur foi inébranlable dans leur profession que nous devons cet héritage familial composé d'un passé fait de leur honorabilité, de leurs labeurs, de leur science, et qu'il nous est donné en ce jour de fixer dans nos annales la date mémorable du centenaire de notre Société.

« M. Alfred Poussier va également nous narrer un peu de

l'histoire de nos ancêtres les Apothicaires avant la Révolution.

« Des grands et nobles exemples que nous ont légués nos aînés, une tradition professionnelle s'est donc révélée et devant cette tradition, basée sur des éléments aussi honorables, il nous reste le devoir de la transmettre religieusement à nos élèves, à nos successeurs.

« Vous avez compris, mes chers Confrères, toute la grandeur, toute l'utilité de ces groupements, et c'est en vous voyant ici serrés pour la défense de vos intérêts si injustement méconnus présentement, que nous sommes en droit, devant votre union, de tirer l'augure que, secondés par tant d'énergie, soutenus par une si indomptable volonté, nous parviendrons à relever notre chère profession, à la voir occuper enfin le rang qu'elle a le droit incontestablement de posséder dans la Société et à forcer ainsi l'estime de nos concitoyens, juste récompense de nos efforts continus. (*Applaudissements*). »

M. Léon Infray donne ensuite lecture de l'intéressant travail qui suit :



HISTORIQUE
DE LA
SOCIÉTÉ LIBRE DES PHARMACIENS DE ROUEN
ET DE LA SEINE-INFÉRIEURE .
(23 GERMINAL AN X. — MAI 1902)

DISCOURS
PRONONCÉ A LA SÉANCE SOLENNELLE DU CENTENAIRE DE LA SOCIÉTÉ
LE 18 MAI 1902

Par LÉON INFRAÏY, Archiviste.

MESSIEURS,

Il y a quelques mois, lorsque M. le Président Flour a bien voulu me demander de faire l'historique de notre Société, j'ai accepté avec enthousiasme; j'étais heureux de saisir cette occasion qui me permettait de fouiller dans le passé de notre profession, et d'apprendre à connaître les hommes qui l'ont honorée.

Mais lorsqu'il m'a fallu réunir les matériaux recueillis de part

et d'autre, mon enthousiasme du début s'est heurté à des difficultés si nombreuses qu'il me faut faire appel à toute votre indulgence en faveur d'un travail que mon inexpérience aura fait très incomplet.

Fondation de la Société. — Le procès-verbal de la fondation de la Société résume d'une façon saisissante la situation de la pharmacie en 1802 : des abus sans nombre, des fraudes obscures, la pharmacie exercée illégalement par des hommes ignorants et sans diplôme.

Il indique aussi quel doit être le rôle de la Société : aider l'autorité supérieure dans l'exécution des règlements méconnus, et dans la répression de tout ce qui peut compromettre la vie et la santé du public.

C'est à M. le Préfet Beugnot que revient l'honneur d'avoir provoqué l'organisation des pharmaciens en Société libre.

Sa lettre et le procès-verbal qui la contient méritent d'être relatés dans leurs principales dispositions, car ils sont la charte même de notre Société dans ses premières années.

Ce jour'hui 6 prairial an X de la République française, les pharmaciens de la ville de Rouen se sont assemblés sur la convocation du maire dans une des salles de l'Hôtel-de-Ville pour prendre communication d'un arrêté du citoyen préfet du département de la Seine-Inférieure, en date du 23 germinal an X.

La séance a été présidée par le citoyen Mésaize, doyen d'âge. — Lecture est faite dudit arrêté dont la teneur suit :

PHARMACIENS

« Le Préfet de la Seine-Inférieure,

« Vu les statuts et règlements des apothicaires et épiciers des années etc.

« Considérant qu'il s'est élevé une foule de plaintes contre les abus sans nombre et les fraudes obscures que des hommes ignorants en pharmacie ont introduits dans l'exercice de cet art.

« Considérant qu'il est du devoir de l'autorité supérieure de rappeler

à l'exécution de ces règlements trop longtemps méconnus et dont l'inobservance peut compromettre la vie et la santé des citoyens,

« Considérant qu'il importe de donner à la société en général une garantie des connaissances de ceux qui sont les dépositaires de cette partie de l'art de guérir :

« ARRÊTE :

« ART. 1^{er}. — Ne seront considérés comme pharmaciens que les citoyens reçus conformément aux statuts et règlements existants au 2 mars 1791.

« ART. 2. — Le titre légal de réception à l'exercice de la pharmacie consiste dans le certificat de capacité constatant le nombre d'examens voulus par ces statuts.

« ART. 6. — A l'avenir, il ne sera fait de réceptions que dans le chef-lieu de la préfecture. Elles auront lieu du 1^{er} floréal au 1^{er} brumaire.

« ART. 7. — Les citoyens qui se destineront à la pharmacie seront tenus de se présenter au bureau central des pharmaciens qui tiendra ses séances à Rouen; ils en recevront un brevet d'apprentissage délivré dans les formes ordinaires.

« ART. 10. — Immédiatement après la publication du présent arrêté, les pharmaciens du département sont invités à se réunir en Société libre de pharmacie. Ils se diviseront en autant de bureaux qu'il y a d'arrondissements, et seront placés près des bureaux de police de la mairie du chef-lieu.

« ART. 11. — Les pharmaciens de l'arrondissement de Rouen formeront le bureau central; les quatre autres correspondront avec eux.

« ART. 12. — Chaque année, chaque bureau nommera trois pharmaciens qui auront l'inspection des pharmacies dans l'étendue de leur arrondissement.

« ART. 15. — Les inspecteurs feront connaître à l'autorité supérieure tout individu qui s'immiscerait dans l'exercice de la pharmacie sans en

avoir le droit et feront saisir par les commissaires de police les drogues et médicaments suspects.

« Fait et arrêté à l'Hôtel de la Préfecture de Rouen, le 23 germinal an X de la République.

« Signé : BEUGNOT. »

Les pharmaciens de Rouen, en exécution des articles X et XII se sont constitués en Société libre des pharmaciens de l'arrondissement de Rouen formant le bureau central.

On procède ensuite à la nomination, au scrutin, des trois pharmaciens qui doivent avoir l'inspection des médicaments et pharmacies dans l'arrondissement de Rouen.

Les citoyens Rémy-Taillefesse et Mésaize ayant réuni seuls la majorité des suffrages, on procède à un nouveau scrutin pour la nomination du troisième inspecteur.

Le dépouillement a donné la majorité absolue au citoyen Le Chandelier.

Il a été arrêté en outre que le citoyen Rémy-Taillefesse sera président et trésorier de la Société, et le citoyen Mésaize, secrétaire.

Il a été également décidé que le bureau central aura une séance générale le premier mardi de chaque mois, à l'heure de midi.

Séance levée à trois heures.

REMY-TAILLEFESSE — MESAIZE — LE CHANDELIER —
DUBUC aîné — THOMMEREL — DUBUC jeune — HUE
— BESSERVE — BOTTENTUIT.

Aux noms des signataires de ce procès-verbal, il faut joindre ceux d'Arvers et de Poidevin.

Tous doivent être soigneusement conservés sur le livre d'or de notre Société dont ils ont été les fondateurs ; ils ont de plus laissé de nombreuses observations qui montrent que ce furent des praticiens instruits et éminents. Quelques-uns méritent plus qu'une simple mention : c'est leur vie et leurs œuvres que nous allons passer rapidement en revue.

Rémy-Taillefesse fut le premier président : il a écrit de

nombreux mémoires, entre autres sur le sirop d'Ipéca, et a collaboré, avec le chimiste Descroizilles, à la fabrication d'un sel d'étain employé dans les fabriques pour donner de l'éclat aux couleurs.

Conseiller général en 1795, il fut membre de la municipalité rouennaise, et remplit, comme premier adjoint, en 1812, les fonctions de maire avant la nomination de M. Hellot.

Ses services et son dévouement pendant une épidémie, en qualité de membre de la Commission des hospices, lui firent décerner en 1814, la croix de l'Ordre de la Réunion.

A cette occasion, la Société témoigna à M. Rémy « qu'elle était « extrêmement flattée de la justice rendue par sa Majesté l'Empereur, et sous les rapports de la pharmacie, et sous celui des « fonctions publiques qu'il remplit depuis si longtemps et avec « une si grande distinction. Elle lui confirme en même temps « toute l'estime qu'elle lui a toujours portée. »

Cet homme de bien, ce philanthrope s'éteignit en 1826. M. Dubuc se fit en cette douloureuse circonstance l'interprète de tous ses collègues.

Mésaize. — Le premier secrétaire de la Société fut Mésaize, pharmacien à l'Hôtel-Dieu. Il nous a laissé de nombreuses notices : sur les savons de gayac et de scammonée, sur les cidres mélangés, etc.

Naturaliste distingué, il publia en 1793 un projet élémentaire d'un cours de botanique, et quelques années après, fut appelé à inaugurer l'enseignement de cette science dans un cours public.

L'Académie de Rouen tint à honneur de lui ouvrir ses portes. Il mourut en 1811, laissant un nom universellement honoré.

Enfin, nous n'oublierons pas que c'est dans la pharmacie de Mésaize que Vauquelin prit ses premières leçons de chimie : le nom de Mésaize restera donc attaché à celui de Vauquelin.

Dubuc aîné. — Aux noms de Rémy-Taillefesse et de Mésaize, il faut joindre celui de Dubuc aîné.

Elève de Baumé et de Lavoisier, Dubuc fut à bonne école et sut marcher sur les traces de ses maîtres.

Pharmacien de l'Hôtel-Dieu, membre correspondant de la Société de médecine, de la Société de pharmacie de Paris, membre de l'Académie de Rouen, il poussa ses recherches dans toutes les branches de la science, et nombreux sont les mémoires qui attestent sa grande intelligence et la diversité de ses travaux.

Il fit en 1806 l'analyse de l'eau des fontaines de la Marêquerie, et quelques années plus tard, communiquait à l'Académie de Rouen une notice sur des essais de perforation de puits artésiens dans notre ville.

A côté de remarques physico-chimiques sur l'oxydation du fer, du plomb et de l'étain provenant de l'incendie du clocher de la cathédrale de Rouen (1824), nous trouvons des analyses de terres arables, des notices sur les nitrières artificielles, sur l'emploi des sulfates de baryte et de strontiane pour les ciments et les mortiers hydrauliques; sur les propriétés du chlorure de calcium pour la conservation des substances végétales et animales; un traité de chimie œnologique; enfin, en collaboration avec Girardin, il publia un mémoire sur le sucre de betterave et la purification de l'alcool qu'il en retirait.

Laissant de côté une foule d'opuscules trop longs à énumérer, j'ajouterai qu'en 1829, l'Académie française décernait à Dubuc le prix Montyon (3,000 francs et une médaille d'or) pour avoir « préconisé le premier l'usage d'un parement économique qui « contribua beaucoup à rendre plus salubre l'art du tisserand si « répandu en Normandie. »

A ce titre, Dubuc fut un bienfaiteur de l'humanité, et on doit le ranger dans cette classe de savants dont le philosophe Ernest Renan a dit : « A chacune des découvertes de leur esprit a correspondu un progrès ou matériel ou moral pour l'universalité des hommes. »

Arvers. — Comme Dubuc, le pharmacien Arvers mit au service de l'industrie ses vastes connaissances en chimie. Nous avons de lui deux opuscules intitulés :

1. *Recherches sur l'origine et les progrès de la fabrication des toiles imprimées à Rouen, dites indiennes.*

2. *Mémoire sur les manufactures d'acides dans la Seine-Inférieure.*

Sa compétence était si grande et si bien établie qu'en l'an II, lorsque la Convention fit appel aux savants et aux chimistes pour remplir nos arsenaux par des procédés expéditifs, Arvers fut nommé commissaire des salpêtres et poudres pour en surveiller la fabrication dans notre région.

Le Journal de Rouen, dans son numéro du 19 février dernier, vous a raconté l'acte de piété filiale du général Arvers, venant, il y a quelque douze ans, revoir la maison où il avait vécu ses premières années, et où s'était écoulée l'existence de son grand-père.

Définitivement organisés en Société, les pharmaciens de Rouen se livrèrent avec plus d'ardeur que jamais aux recherches scientifiques.

C'est le moment où *Robert* publie ses travaux sur les eaux de Forges, sur le sucre de betterave, l'extrait de pulsatile, le suc de Nerprun, les calculs urinaires, et l'action de l'iode sur les fécules — où *Thommerel* fait connaître un procédé qui lui est personnel, — pour la prompte clarification de certains liquides au moyen de la poudre de blanc d'œuf desséché au bain-marie, et recommande l'extraction à froid de l'huile de ricin; — où *Le Bret* publie ses observations sur le guy, sur la verveine odorante, les millepertuis; sur les fruits du *Solanum mammosum*; sur le seigle ergoté; sur les pyrites ferrugineuses, « nombreuses, dit-il, dans les roches voisines de la Seine et dont il serait bon de faire l'analyse pour « les signaler à l'industrie »; enfin quelques notices œgronomiques sur des ceps de vignes apportés de Ténériffe et cultivés près de Rouen.

C'est l'époque où l'emploi du zinc dans la fabrication des ustensiles de cuisine passionne vivement les chimistes; les discussions soulevées par le corps médical et pharmaceutique de Liège

ont une telle répercussion dans le monde savant que nous voyons la Société nommer une Commission pour suivre les diverses phases de ce tournoi scientifique.

En même temps la Société montre sa vitalité au dehors en souscrivant une somme de 100 francs pour contribuer à l'érection à Paris d'un monument à *Parmentier*, je cite le texte même du procès-verbal : « à Parmentier, l'un des membres les plus distingués du Collège de Pharmacie, dont les travaux ont pendant plus de cinquante ans éclairé non seulement la chimie pharmaceutique, mais encore l'agriculture et l'économie politique. Parmentier s'est élevé lui-même un monument dans le cœur des hommes, par la nature de ses travaux : il fut un bienfaiteur de l'humanité. »

Et presque à la même heure, 1814, au moment où le sol de la France était menacé de l'invasion étrangère, nos aînés affirmaient leur ardent patriotisme en mettant à la disposition des Pouvoirs publics une somme de 400 francs comme contribution aux levées militaires.

Messieurs, cet acte de générosité envers la Patrie ne sera pas un fait isolé.

En 1817, alors que le pays était à peine délivré des horreurs de la guerre, la misère était telle que le maire fit ouvrir des souscriptions pour secourir les pauvres : une collecte faite parmi les membres de la Société, permit de recueillir 1,100 francs.

Et puisque j'ai touché la question *Humanité*, permettez-moi de vous citer quelques faits qui sont tout à l'honneur de notre corporation :

Nous voyons dans les procès-verbaux que, chaque année, le bureau prélevait sur sa caisse l'argent nécessaire pour faire distribuer du pain aux indigents.

Mainte et mainte fois des secours furent envoyés aux ouvriers sans travail.

En 1831-1832, une terrible épidémie fit son apparition en France : Parti du fond de l'Inde, le *choléra* avait pénétré en

Europe par la Russie, la Pologne et l'Autriche pour arriver ensuite à Paris.

Accueilli d'abord avec cette sorte de bravoure insouciant qui caractérise l'esprit français, le mal fit de rapides progrès, et les populations, affolées par les bruits d'empoisonnements que se jetaient certains partis politiques, se livrèrent bientôt aux excès de toute sorte.

Mais, comme tous les malheurs publics, le choléra eut le don de susciter une foule d'actes de dévouement et d'héroïques témérités.

A cette heure terrible, sur la proposition de la Société, son local fut transformé en un poste de secours, et une somme de 100 francs fut votée pour les pauvres. Le préfet et le maire adressèrent par lettre au président Le Bret leurs vifs remerciements pour sa généreuse initiative.

Quarante ans plus tard, en 1870, nous voyons encore nos prédécesseurs envoyer des fonds pour les victimes de l'armée du Rhin, et offrir à nouveau leurs salles de réunion pour établir une ambulance, pendant que M. le Dr Douvre offrait le matériel au nom du Comité médical de secours aux blessés.

Enfin, je terminerai cet exposé de la charité, en rappelant que le 6 juin 1872, M. Valois demandait à ses collègues d'employer le fonds de réserve de la Société à la souscription patriotique pour la libération du territoire. Bien que le vœu de M. Valois n'ait pu recevoir son exécution, il n'en faut pas moins rendre hommage à la généreuse pensée de son auteur.

Local de la Société. — Messieurs, je vous ai parlé à maintes reprises du local de la Société, permettez-moi à ce propos d'entrer dans quelques détails.

La séance de fondation avait eu lieu dans une des salles de l'Hôtel-de-Ville, et depuis, cette salle était restée à la disposition des pharmaciens.

En 1811, le commissaire central en ayant eu besoin pour ses bureaux, la municipalité offrait un autre appartement dans la cour

du Luxembourg qui dépendait aussi du domaine communal.

En 1815, un avis du maire notifie au président qu'il dispose de suite pour un autre usage du local de nos séances. Devant cet abus d'autorité, M. Robert rédige une lettre de protestation à laquelle le maire répond en mettant cet incident sur le compte d'un malentendu.

Cependant la Société désirait vivement avoir en toute jouissance un local particulier, et le 3 décembre 1816 demandait à la ville qu'il lui fut réservé plusieurs salles dans la Tour aux Normands, rue des Espagnols.

Qu'est-ce que la *Tour aux Normands* ? et quelle est son histoire ?

La Tour aux Normands est un vaste bâtiment qui faisait partie des fortifications de Rouen, et au pied duquel coulent les eaux de l'Aubette.

Au XVII^e siècle, elle portait le nom de Tour des Insensés, et, dans l'*Histoire chronologique de la ville de Rouen*, par Periaux, nous voyons qu'en 1612 un individu nommé Robert Béhotte fut condamné à finir ses jours dans la Tour « destinée pour les Folz ».

A côté se trouvait une prison civile, connue sous le nom des Galiets : là étaient enfermés les forçats des galères royales pendant leur séjour dans le port.

Parmi ces prisonniers, beaucoup étaient Espagnols, et cette particularité fit donner à la rue voisine le nom de rue des Espagnols (1), nom qu'elle perdit momentanément en 1794 pour devenir la rue du Père-Duchesne.

Enfin, en 1816, ce bâtiment était à usage de maison de réclusion pour les enfants « qui ne justifient que trop le mécontentement de leurs parents », disait le rapport du Conseil municipal. Mais cette prison avait un caractère plutôt privé, sans surveillance officielle comme une maison de correction.

(1) Pour quelques érudits, cette dénomination se rattacherait peut-être à la présence dans ce quartier de nombreux marchands *espagnols* et portugais se livrant au commerce des lainages.

Telle était la Tour aux Normands, dont la Société de pharmacie demandait la libre possession pour ses séances.

Le 1^{er} juillet 1817, le maire, M. Prosper Ribard, annonçait au président Arvers qu'une délibération du Conseil municipal, homologuée par le préfet, accordait, à titre précaire, aux pharmaciens de Rouen la partie sud-ouest de la Tour aux Normands, tout en laissant à leur charge les frais d'installation et d'aménagement.

Les travaux furent faits immédiatement, et, à côté d'une salle de réunion et d'une salle de collection, furent établis de vastes laboratoires pour les épreuves pratiques du jury médical.

Le 4 octobre suivant, la Société prenait possession du local qu'elle occupe encore aujourd'hui, mais depuis notre siège social a été ramené à des proportions bien modestes, et, dès 1822, un dispensaire sanitaire d'un genre spécial venait en déshonorer le voisinage.

Exercice illégal. — Les pharmaciens, disait le préfet Beugnot, dans son arrêté du 23 germinal an X, devront veiller à l'exécution de tous les règlements qui concernent leur profession et dresser un état nominatif de tous ceux qui s'immisceront dans l'exercice de la pharmacie sans titre légal.

Les cas où la Société dut intervenir sont nombreux, si nombreux même, qu'en 1823, le président fut chargé par ses collègues des pouvoirs les plus étendus pour arriver à cette répression, et qu'en 1850, 74 contraventions furent relevées du même coup. Elles concernaient :

42 épiciers, 19 herboristes, 3 sages-femmes, 2 droguistes, 1 distillateur, 1 coiffeur, une communauté religieuse, et 5 individus sans profession connue.

Une telle énumération me dispense de tout commentaire.

Enfin je rappellerai que, quelques années plus tard, il fallut recourir à l'intervention de l'archevêché pour opposer un frein à l'empiètement des maisons religieuses.

Pétition à la Chambre des Députés. — Le 10 juin 1824, la Société adressait à la Chambre des Députés une pétition dans laquelle nous relevons les demandes suivantes :

- I. Suppression des jurys médicaux ;
- II. Institution des collèges de pharmacie ;
- III. Un collège par cour royale ;
- IV. Réception uniforme des pharmaciens dans toute la France ;
- V. Les collèges seront seuls chargés de la police des pharmaciens ;
- VI. Chaque aspirant justifiera d'abord du titre de bachelier-ès-lettres *et* ès-sciences ;
- VII. Une pharmacie par 6,000 habitants ;
- VIII. Suppression des herboristes.

Sans entrer dans la discussion de tous ces vœux, nous ferons seulement remarquer qu'il faut arriver à l'an 1898 pour voir voter par le Parlement l'obligation du baccalauréat, et que la limitation des pharmaciens et la suppression des herboristes sont encore à l'ordre du jour des nombreux Congrès qui se sont succédés depuis soixante-dix-huit ans.

Il en est de même de la loi sur l'exercice de la pharmacie qui traîne depuis vingt ans dans les cartons des Chambres.

Comme vous le voyez, Messieurs, nos législateurs ont toujours fait peu de cas de nos revendications, et ne faut-il pas attribuer cette indifférence au nombre trop restreint de pharmaciens qui siègent au Parlement ?

Et puis, comme l'a dit avec raison M. Edouard Lockroy :
« Nous sommes un pays de révolutions, mais nous sommes aussi
« un pays de routine invétérée ! »

Fondation de l'Ecole de Médecine. — Messieurs, le 5 mars 1822, M. Robert, président, informait ses collègues de l'établissement d'une école provisoire de médecine, et leur faisait connaître les professeurs des différents cours, l'ordre et la distri-

bution des études, et les conditions d'admission qui étaient exigées.

L'un des plus brillants professeurs de cette école sera *Morin*.

Morin. — Né dans le Calvados en 1796, Morin fut à Paris préparateur d'Orfila. Dès les années 1822-1825, il faisait connaître ses recherches chimiques sur la racine de fougère mâle, sur la racine de pivoine et le chardon bénit.

En 1822, il publiait l'analyse très détaillée d'un calcul, et en 1830, nous donnait la composition du sang des poissons.

Ses travaux lui avaient depuis cinq ans déjà ouvert les portes de l'Académie de Rouen, lorsqu'il fut chargé d'une expertise dans une affaire d'empoisonnement portée devant la cour d'assises.

« Au cours de cette expertise, M. Morin, déclara un de ses collègues, a apporté dans les recherches soumises à son investigation une rectitude d'idées et une sagacité vraiment supérieures. »

Dès l'apparition de l'appareil de Marsh, il adressa à la Société un rapport très détaillé, et en fit la démonstration devant ses confrères.

Précurseur des ligues antialcooliques, il signala dès 1850, la toxicité et les ravages de l'alcool ; enfin en 1854, il publia quelques « notes pour servir à l'histoire du sang. »

Directeur de l'école préparatoire à l'enseignement des sciences et des lettres, professeur de chimie médicale à l'école de médecine et de pharmacie, il mourut à un âge avancé, laissant parmi ses élèves le souvenir d'un examinateur parfois sévère et un peu caustique, mais aussi celui d'un éminent toxicologiste.

C'est sous la présidence de Morin, en 1842, que *Boutigny*, d'Evreux, vint faire devant ses collègues de la Société des expériences sur l'état sphéroïdal de l'eau. Cette découverte de notre savant confrère fut pour lui le point de départ de nombreuses observations qui le firent successivement nommer chevalier de la Légion d'honneur, président de la Société de pharmacie et de

chimie de Paris, membre de l'Académie de médecine, et lauréat de l'Académie des sciences.

A côté de Morin et de Boutigny, la Société comptait à cette époque des hommes d'une haute valeur scientifique :

Dubuc fils, qui a fait l'histoire naturelle des environs d'Alger.

Chevallier, auteur d'un vaste traité de pharmacie géographo-minérale de l'empire français.

Dalmenesche, qui précéda Morin dans la chaire de matière médicale, et dont nos archives possèdent la synthèse qu'il soutint en 1804.

Peut-être faut-il attribuer en partie cette noble émulation parmi les pharmaciens au *règlement intérieur* de leur Société, où nous lisons que tout membre siégeant pour la première fois doit prononcer un discours de réception, ou communiquer un travail quelconque sur la science pharmaceutique.

Le règlement ajoutait :

« La Société ayant pour but les progrès de la pharmacie, chaque membre devra au moins une fois pendant l'année présenter un mémoire sur quelque partie des sciences accessoires de la pharmacie. »

Beaucoup regretteront comme moi que cet usage soit tombé en désuétude, du moins en ce qui concerne le discours de réception : c'était pour le récipiendaire un moyen de faire apprécier ses connaissances scientifiques, et pour la Société un attrait qui venait rehausser l'intérêt de ses séances.

Le moment est venu de vous parler d'un homme qui va illustrer la pharmacie rouennaise, je puis dire la pharmacie française, pendant plus de vingt ans : j'ai nommé *Malbranche*.

Après quelques années d'internat à Paris, **Malbranche** vint s'établir à Rouen en 1843 et devint un peu plus tard pharmacien de l'Hospice-Général.

De tous ceux qui furent membres de notre Société, nul ne lui apporta une plus longue collaboration et un plus grand dévouement.

Dès 1853, il fut porté à la présidence, et chaque fois que le règlement le permit, il fut appelé à diriger nos travaux.

La botanique fut son étude de prédilection. N'en avons-nous pas la preuve dans son mémoire intitulé : *Influence des Plantes sur le caractère et le bonheur des hommes ?*

Nombreux sont ses travaux dans cette branche : les *lichens de Normandie*, les *champignons*, la *Revue des plantes critiques ou nouvelles de la Seine-Inférieure*, les *plantes carnivores et la description botanique du département*, en collaboration avec M. le Dr Blanche.

Malbranche fut un des fondateurs et présidents de la Société des Amis des sciences naturelles de Rouen, et les bulletins de cette assemblée sont remplis de ses communications et de ses rapports.

Enfin il fut secrétaire de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen, et il a laissé parmi tous ses collègues le souvenir d'un savant plein de douceur et d'urbanité.

Je rappellerai en passant le sujet de son discours de réception : *De l'origine des espèces en botanique et de l'apparition des plantes sur le globe*, « une de ces questions, disait M. Girardin, qui, si elles n'ont pas d'intérêt pratique, ont le privilège néanmoins de plaire aux esprits méditatifs et servent à rehausser la dignité de la science. »

Enfin Malbranche, avec cette intelligence supérieure qui le caractérisait, osa aborder les questions les plus diverses et se lança dans une réfutation du transformisme.

L'œuvre de Malbranche fut considérable : je vous indiquerai seulement quelques-uns de ses travaux qui touchent particulièrement la pharmacie :

Diverses communications sur la préparation des sirops avec les extraits, — sur la falsification des oreilles de Judas, — sur les rhubarbes, — sur un nouveau capillaire.

Rapport au Conseil d'Etat sur l'exercice de la médecine et de la pharmacie.

Travail sur l'inspection des pharmacies.

Géographie pharmaceutique de la France, opusculé qui valut à son auteur le prix de la Pharmacie centrale.

Examen de quelques anciens règlements des pharmaciens.

La littérature dans les spécialités pharmaceutiques.

Une notice historique sur notre Société.

Enfin un discours sur les rapports de la médecine et de la pharmacie, sur la nécessité pour les deux professions, de s'entendre pour leurs intérêts communs, leur dignité et la grande cause de l'humanité.

Congrès. — Le nom de Malbranche est resté populaire dans la pharmacie française : délégué à maintes reprises aux *Congrès* de Bordeaux, Rouen, Reims, Le Mans, Poitiers, Toulouse, Paris, sa notoriété le fit appeler à remplir successivement les fonctions de secrétaire, vice-président et *président*, et on peut dire qu'il fut, avec Viguier (de Vienne), Perrens (de Bordeaux), et Filhol (de Toulouse), l'âme de ces premières réunions.

Le 8 septembre 1857, la Société de Rouen était invitée au Congrès de Lyon : « Le nombre des adhésions est trop grand, et « les louables efforts de la Société de Rouen sont trop connus, « disait la lettre d'invitation, pour que vous puissiez rester en « dehors de ce concours important. »

M. Lemettais fut chargé de nous y représenter.

L'année suivante, le 16 août 1858, Rouen avait l'honneur d'être les assises du Congrès national : 61 pharmaciens y assistaient, représentant 14 Sociétés. Voici les questions qui y furent discutées :

- I. Formation de Sociétés civiles pour la répression des abus.
- II. Insuffisance de la législation pharmaceutique.
- III. Formation des Jurys médicaux exclusivement de pharmaciens émérites, ayant exercé pendant plus de dix années au moins.
- IV. Une plus grande place doit être réservée aux pharmaciens dans le personnel enseignant des sciences pharmaceutiques.

Dans tous ces Congrès, le rôle de notre Société fut prépondérant : vous pouvez en juger par les questions que Malbranche fut chargé d'aller y développer :

- Vente des substances vénéneuses.
- Association d'un pharmacien avec un étranger.
- Répartition des pharmaciens sur le territoire.
- Suppression des deux ordres de pharmaciens.
- Organisation de la pharmacie cantonale.
- Exercice illégal.
- Constitution de la pharmacie, etc.

Enfin, je terminerai ces souvenirs sur Malbranche en rappelant qu'en 1866, à la réunion annuelle de la Pharmacie Centrale, Malbranche fut le premier à proposer l'assurance contre les erreurs en pharmacie, proposition qui montre bien jusqu'où allaient son initiative et sa philanthropie.

Malbranche avait été une intelligence supérieure, et il eut le bonheur de trouver des émules de grande valeur dans :

Bastard, dont Dorvault faisait un si vif éloge ;

Lefranc, qui fut, lui aussi, lauréat du concours de la Pharmacie Centrale pour sa Déontologie pharmaceutique, et dont le départ de Rouen fut une perte pour la Société ;

Letellier, à qui sa compétence dans les questions de denrées alimentaires fit confier la fabrication des chocolats médicamenteux ;

Lepage, de Gisors, dont nous connaissons les études sur le laurier-cerise, et l'histoire chimique du marron d'Inde ;

Lepicard, d'Yvetot, et *Marchand*, de Fécamp, dont nous employons encore le lactobutyromètre.

Prix aux élèves. — Messieurs, les hautes questions agitées dans les Congrès n'empêchaient pas les pharmaciens de songer à leurs collaborateurs immédiats, à leurs élèves, dont ils voulurent récompenser chaque année les plus intelligents et les plus dévoués concours.

C'est en 1861 que la Société institua un règlement : la durée du stage dans une officine et un examen pratique passé devant trois praticiens, servaient d'appréciation pour l'obtention des prix.

Je citerai parmi les lauréats de ces concours : MM. Boulengé et Stanislas Lelièvre, que nous sommes heureux de toujours compter parmi nous.

Messieurs, il me reste à vous parler de deux *procès* que la Société a soutenus avec des fortunes différentes :

Vétérinaires. — Le premier est le procès dit *des Vétérinaires*.

De nombreux conflits s'étaient élevés depuis longtemps entre pharmaciens et vétérinaires :

Les pharmaciens assimilant la pharmacie vétérinaire à la pharmacie humaine, réclamaient pour eux seuls le droit de fournir des médicaments.

Les vétérinaires, au contraire, voulaient toute liberté d'ordonner et d'exécuter.

Les tribunaux eux-mêmes, interprétant la loi chacun à sa manière, avaient rendu les arrêts les plus contradictoires, lorsque, le 4 août 1863, communication fut donnée à la Société, d'un jugement obtenu par deux pharmaciens de l'Orne.

Cet arrêt conservait aux pharmaciens seuls le droit de vendre des médicaments contenant des substances vénéneuses, mais laissait les vétérinaires libres de fournir les médicaments *non* toxiques.

Devant un tel chaos, la Société se résolut à épuiser toutes les juridictions pour demander enfin à la Cour de Cassation un jugement définitif; un appel avait été fait à toutes les Sociétés de France pour obtenir leur concours moral et pécuniaire.

Malgré l'avis des jurisconsultes les plus éminents, malgré les efforts de Dorvault, de Robiquet et Guibourt, la Cour de Cassation rendit, en 1867, un jugement favorable aux vétérinaires.

« Un nouveau deuil vient de frapper la pharmacie, écrivait « Dorvault ; si encore c'était le dernier ! »

Dispensaires. — Le second procès est de date plus récente : il se termina en 1889.

C'est le procès des dispensaires.

En 1852, le Conseil municipal prit connaissance d'un projet consistant à créer dans les divers quartiers de la ville des *Débits* de médicaments, gérés, disait l'exposé du projet, « par de très « doctes sœurs de charité, où seraient délivrés gratuitement des « remèdes aux indigents, aux ouvriers peu aisés, enfin..... à tout « le monde. »

Le projet fut vite abandonné à la suite de pourparlers entre la Mairie et la Société, et les pharmaciens continuèrent à fournir aux malheureux en consentant à la Ville un tarif spécial.

Mais ce qui n'était que projet en 1852 devint réalité en 1881, et des dispensaires furent établis à Rouen.

Le bureau fit en vain de nombreuses démarches auprès des Pouvoirs publics pour faire remarquer l'illégalité de cette création qui était une violation flagrante de la loi de germinal ; diverses propositions restèrent même sans réponse.

Il ne restait plus qu'un moyen : s'adresser aux tribunaux.

Messieurs, en engageant ce procès, le but de la Société n'était pas de priver les indigents des secours qui leur sont nécessaires, et je crois que nous avons donné dans le cours de ce siècle assez de preuves d'humanité pour être à l'abri de ce soupçon.

Ce que voulaient les pharmaciens, c'était avoir le droit de fournir aux indigents, au même titre que les boulangers, par exemple, fournissent au bureau de bienfaisance.

Ne sommes-nous pas des patentés ?

Ne supportons-nous pas comme les autres notre part des lourdes charges qui écrasent les contribuables ? Enfin, ne payons-nous pas assez cher notre diplôme ? Pourquoi alors nous enlever une fourniture que nous offrons de faire dans des conditions particulières ?

Le Gouvernement l'a bien compris, lorsqu'il a créé, en 1893, l'assistance médicale gratuite, et qu'il a voulu que le malade inscrit au bureau de bienfaisance eût le droit d'aller chez tous les pharmaciens qui ont adhéré au tarif préfectoral.

Les résultats du procès intenté à la Ville? Vous les connaissez. Si la Société n'a pu empêcher l'ouverture des dispensaires, elle a forcé du moins l'administration à respecter la loi en confiant le service de ces dispensaires à des pharmaciens.

J'ajouterai enfin que nous avons été heureux dans cette circonstance de posséder un président remarquable dans la personne de l'honorable M. Soudan, et en M^e Sarrazin, un éloquent et savant défenseur, en même temps que nous trouvions un appui moral et pécuniaire dans l'Association générale des pharmaciens de France.

Congrès de 1896. — En 1896, cette même Association générale voulut reconnaître l'activité de notre Syndicat et les services qu'il avait rendus à la cause commune, et accepta notre invitation de venir tenir à Rouen sa *XIX^e Assemblée générale*.

1900. — Messieurs, nous arrivons maintenant à l'année 1900, c'est-à-dire au moment où a été élu le bureau, dont les pouvoirs expirent avec cette fête du centenaire.

Membre de ce bureau, je suis mal placé pour vous parler de son œuvre, et cependant j'ai le droit de vous dire qu'elle n'a pas été stérile.

Le mérite en revient surtout à notre sympathique président, et je ne puis mieux faire que de vous rappeler quelques lignes de l'allocution que prononçait mon Père, président honoraire, à notre réunion de l'an dernier : « Mon cher Président, disait-il, « vous avez accepté vos fonctions dans un moment difficile, alors « que toutes les bonnes volontés paraissaient lasses et découragées, et de suite vous avez imprimé à notre Société un nouvel essor; par votre ardeur, par votre zèle infatigable, vous avez amené à nous beaucoup de confrères dissidents; vous nous avez rendu la confiance. »

VRAI... VRAI...

Au moment de clore cet historique, une pensée attristée nous vient de ne plus compter aujourd'hui parmi nous quelques collègues dont le dévouement pour notre Société ne s'est pas démenti un instant.

Soyer, Mabeut, qui s'est acquitté avec tant de tact de plusieurs missions auprès de l'Association générale et auprès des Sociétés de secours mutuels.

Emile Lucet, le digne successeur de Descroizilles, d'Arvers et de Clouët dans leur officine de la rue du Gros-Horloge; Emile Lucet qui fut archiviste de notre Syndicat, et succéda à mon père dans les fonctions de président; épris de science, zoologiste distingué, Lucet a participé aux travaux de presque toutes les Sociétés savantes de Rouen; la mort seule, en l'enlevant en pleine intelligence dans la force de l'âge, a pu nous priver de son précieux concours.

Enfin, Messieurs, j'associerai dans un même hommage tous ceux, et ils sont nombreux, qui ont apporté leur collaboration à notre Société pendant ces dernières années.

Messieurs, je suis arrivé au terme de mon historique : ensemble nous avons parcouru l'œuvre de nos aînés; mais après cette rapide étude, je ne puis m'empêcher d'éprouver un sentiment de tristesse.

Quand je considère les sacrifices qui ont été faits, les efforts d'intelligence qui ont été déployés, je suis obligé de reconnaître que les résultats ont été bien faibles.

Grande a été la semence, bien petite est la moisson.

Faut-il se décourager ? faut-il en conclure à l'inutilité de nos Syndicats ?

Non, aujourd'hui plus que jamais l'union est nécessaire.

C'est l'union qui a accompli la genèse de la pharmacie proprement dite et l'a fait sortir définitivement des corporations et confréries des apothicaires, espiciers, cyriers, etc.

C'est l'union encore qui donnera à notre grand groupement de

l'Association générale la force morale capable de faire triompher nos revendications.

Mais en attendant ces jours meilleurs, nous pouvons jeter sur le passé un long regard de fierté :

Par ses travaux, notre Société a fait progresser la science ;

Par ses générosités, elle a secouru l'infortune ;

Dans les moments terribles, elle a fait preuve d'abnégation et de patriotisme.

Je résume en trois mots l'œuvre de cent années :

Science — Charité — Patrie.

Des applaudissements répétés se font entendre après cette si belle péroraison, et M. Riethe remercie notre jeune collègue en ces termes :

« Le travail très consciencieux que vous venez d'entendre représente, Messieurs, un labeur de longue haleine.

« En effet, notre sympathique confrère, M. Léon Infray, a été obligé de compiler les procès-verbaux de la Société depuis 1802 jusqu'à nos jours, c'est-à-dire, près de 1,200.

« Vos applaudissements lui ont prouvé tout le talent de narrateur dont il dispose et nous y ajouterons, nous ses confrères, nos bien vifs remerciements pour le dévouement qu'il donne à l'œuvre commune. Aussi j'applaudis avec chaleur à l'heureux choix fait par ses collègues en l'appelant, comme vice-président, à une des places les plus honorables du bureau de la Société. »

M. Alfred Poussier prend ensuite la parole et expose ainsi son travail sur les Apothicaires de Rouen avant la Révolution :

•

•

•

—



Cliché P. PERROT

EXPOSITION FAITE A LA « TOUR AUX NORMANDS » (18-25 MAI 1902).



ÉTUDE
SUR LA
CORPORATION DES APOTHICAIRES DE ROUEN

AUX XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES

Jusqu'en 1508, les apothicaires et épiciers de Rouen durent se conformer aux statuts et ordonnances que successivement Philippe le Bel, Jean le Bon et Charles VIII avaient octroyés à toutes les corporations des apothicaires de France.

Ce ne fut que sous Louis XII que leur furent dressés des statuts particuliers, statuts confirmés plus tard par Henri III en 1588, Henri IV en 1596, Louis XIII en 1631 et Louis XIV en 1644.

Rédigés avec autant d'équité que de sage prévoyance, ces statuts délimitaient les droits et les devoirs de chacun et assignaient aussi bien à l'apothicaire qu'à l'épicier les privilèges qui leur étaient concédés.

Elus à la pluralité des voix, les apothicaires composèrent pendant longtemps le Bureau de la corporation ; ce ne fut que vers le milieu du XVII^e siècle que les épiciers devenus très nombreux obtinrent trois sièges sur six, comme gardes de la communauté.

Dans leurs nombreuses attributions, le syndic et les gardes avaient, premièrement, à procéder à la réception des nouveaux

maîtres ; deuxièmement, à faire respecter les arrêts, lois et ordonnances concernant les privilèges de la profession ; troisièmement, à visiter plusieurs fois par an les officines de leurs confrères et les boutiques des épiciers et des ciriers, et quatrièmement, à répartir d'une façon équitable sur tous les membres de la corporation les différents impôts dont ils étaient frappés.

MODE DE RÉCEPTION — LETTRES DE MAITRISE

Lorsqu'un apprenti désirait devenir maître, il adressait au syndic et gardes en charge une lettre dite *expositive*, demandant à être examiné et à faire son chef-d'œuvre pour pouvoir exercer son état dans une ville désignée.

Il joignait à sa supplique des certificats de bonnes mœurs, de catholicité et de stage chez les différents maîtres dans l'officine desquels il avait travaillé.

Après avoir pris connaissance de ces différentes pièces, les gardes apostillaient la requête et l'adressaient au médecin du roi pour qu'il voulût bien fixer le jour et l'heure du premier examen.

Lorsque l'aspirant avait reçu notification de la décision du médecin, il allait, accompagné d'un garde devant lui servir de conducteur pendant toute la durée des épreuves, faire trois visites à chaque garde et ancien garde ainsi qu'aux deux médecins devant l'examiner.

La première pour leur annoncer le jour pris par le médecin du roi pour la première séance, la deuxième pour leur porter le programme imprimé de son chef-d'œuvre et enfin, la troisième, pour les remercier et leur porter des honoraires.

Voyons maintenant comment un apprenti arrivait à décrocher sa précieuse « lettre de maîtrise ».

Au jour fixé, l'aspirant se présentait au Bureau de la corporation, devant un jury composé généralement du médecin du roi, comme président, et d'un de ses confrères, de trois gardes en charge et d'anciens gardes.

Le médecin du roi adressait en latin un discours au candidat,

discours auquel celui-ci devait répondre dans la même langue. Les gardes et les médecins posaient ensuite, toujours en latin, quelques questions sur les principes généraux de la pharmacie.

On s'ajournait à une époque ultérieure (environ deux ou trois jours) pour la deuxième épreuve qui consistait en un ou deux discours latins de la part des gardes, et d'une série de questions roulant sur la pharmacie chimique. Le troisième examen, le plus singulier de la série, consistait d'abord en une herborisation d'une durée de deux heures. Le lieu choisi, d'ordinaire, était le terrain avoisinant les eaux minérales de Saint-Paul.

Le dernier maître reçu, généralement choisi comme conducteur, muni par l'aspirant d'un *pic* et d'une *pouche*, arrachait les plantes qui lui étaient montrées et ce dernier les portait ou les faisait porter au Bureau de la corporation ; dans l'intervalle, une autre série de plantes recueillies au Jardin botanique étaient, avec les premières, présentées au candidat qui devait les déterminer et en faire connaître les principales propriétés.

Une quatrième séance était réservée à l'examen des drogues ; elle durait une heure environ.

A la cinquième réunion assistaient seuls les gardes, lesquels, dans le silence du cabinet, déterminaient le choix des préparations qui seraient données pour le *chef-d'œuvre*.

La sixième épreuve roulait sur l'explication d'auteurs latins, et formules magistrales rédigées par les médecins. Le candidat devait non seulement lire couramment les ordonnances, mais encore indiquer comment il s'y prendrait pour les préparer. Immédiatement après cette séance, on remettait à l'aspirant la liste des articles de son chef-d'œuvre, liste qu'il était tenu de faire imprimer comme nous le faisons encore pour nos synthèses.

A trois ou quatre jours de là, septième réunion au cours de laquelle avait lieu l'exposition des différents produits. On avait soin de placer au milieu de bonnes substances, d'autres de qualité inférieure, et dans la sélection judicieuse de ces drogues, le jury appréciait le savoir de l'apprenti.

Puis enfin, pendant trois ou quatre jours consécutifs, dimanches et fêtes exceptés, le candidat travaillait à ses préparations.

Il était surveillé à tour de rôle par les anciens gardes et aidé par son conducteur, généralement celui dont il prenait la suite lorsque celui-ci devait se fixer à Rouen.

Cette fonction d'aide préparateur était désignée par le titre bizarre de *Maitre tenant la queue de la poêle* !

Huit jours après avait lieu l'assemblée générale des gardes et anciens gardes pour procéder au jugement du chef-d'œuvre, séance durant laquelle le candidat devait fournir nombre d'explications sur les opérations et sur l'emploi des drogues qu'il avait préparées. A l'issue de chacune des séances, le conducteur faisait sortir le candidat et le jury délibérait.

Si l'aspirant n'obtenait pas la majorité des suffrages, il était renvoyé à six mois (1).

Malgré des lettres de recommandations de hauts magistrats, nos apothicaires, soucieux de leur dignité, et fiers de leurs prérogatives, ajournaient fréquemment, impitoyablement, les candidats ignares ou coupables de supercherie dans la confection de leur chef-d'œuvre.

Mais, lorsque l'apprenti avait subi avec succès toutes ces longues épreuves, il était, le lendemain du jugement du chef-d'œuvre, devant les médecins, les gardes et maîtres apothicaires et épiciers, *déclaré solennellement capable et suffisant d'être reçu maître de l'état d'apothicaire, épicier, cirier*.

Le nouveau maître était alors tenu de verser à la « boîte » de la communauté une somme de 700 livres, plus 3 ou 6 livres pour le Bureau des pauvres valides.

Quelques jours après, accompagné de tous les membres du jury, il allait prêter serment devant le Lieutenant Général du Baillage de Rouen qui lui délivrait sa lettre de maîtrise dûment signée par lui et les membres du jury, apothicaires et épiciers.

(1) Il y avait ordinairement deux sessions par an, l'une à Pâques et l'autre à la Toussaint.

Ainsi que vous le voyez, un examen d'apothicaire durait environ trois semaines et remplissait une douzaine de séances aussi fatigantes pour le candidat que pour les examinateurs.

Il ne faudrait pas croire cependant que ces derniers siégeaient gratuitement : ces examens, très nombreux à Rouen, constituaient pour ces messieurs un privilège rémunérateur.

Au cours des différentes séances, il était distribué, toujours aux frais du candidat, plus de 150 jetons de présence et le jeton avait une valeur représentative de 2 livres.

Si l'on compare la valeur de l'argent au commencement du XVIII^e siècle au taux actuel de notre monnaie, on peut estimer à plus de 5,000 francs les frais de cet examen.

Il est vrai que le nouvel apothicaire, comme compensation, était invité à titre gracieux au plantureux banquet qui clôturait la session.

En vertu d'un arrêt du Conseil du roi, les apothicaires rouennais pouvaient délivrer des lettres de maîtrise valables dans toute la Normandie. Les apothicaires des *villes de loix* ou des localités de la province où existait une Jurande pouvaient, eux aussi, procéder à des réceptions, mais pour le ressort de ces villes seulement.

Les apothicaires de Lille, de Paris, de Lyon, jouissaient respectivement de cette même prérogative dans leurs provinces.

Aussi, est-on surpris en feuilletant le registre de réception des apothicaires de Rouen d'y voir figurer des noms d'apothicaires reçus pour des villes situées aux quatre coins de la province, alors qu'il existait au Havre, à Caudebec chef de Caux, à Honfleur, à Lisieux et à Caen des maîtrises ou des jurandes.

Nos apothicaires étaient en droit de faire subir de nouveaux examens à tous ceux de leurs confrères qui étaient détenteurs de lettres de maîtrises délivrées au dehors, *même avec privilège du Roy* voulaient s'établir dans une des localités de la Normandie. Il suffisait de la plainte d'un confrère adressée au syndic pour qu'aussitôt on rappelât le délinquant au respect des usages légalement établis. Si, par hasard, et cela se produisit plusieurs fois, le

doivent être mis à son service. Il est chargé de lui le paiement qui se faisait et se fera de la même manière.

Il pourra être délégué des sortes de lettres de maîtrise, pour l'apprentissage d'un art, une sorte de gagnant-maitrise comme il se fait en ville, une espèce de gagnant-maitrise avec le privilège des bourgeois.

Dans le premier cas, l'apprenti sera reçu, et que, on pourra appeler un tiers maître, cela lui coûtera comme à l'ordinaire. Il aura environ 1000 livres.

Le privilège de l'art de maître sera de lui de son art. Quant au troisième, il sera reçu gratuitement.

Il est bon de dire qu'il sera reçu comme garçon apothicaire, au service des pauvres et des malades, sans perdre une portion de sa vie à l'Hospice ou deux années à l'Hospice-Gen. Le service dans les hôpitaux, ainsi, bien pour les apothicaires que pour les chirurgiens, sera gratuit. Ils y seront logés et nourris, recevront par an deux habits de drap noir et un chapeau de castor de 5 livres : 100 livres à titre d'indemnité annuelle compensant leur argent de poche.

De tout temps, l'apothicaire gagnant-maitrise logeait à l'hôpital, et ne pouvait exercer son art en ville. Par une tolérance regrettable, les directeurs autorisèrent un jour un sieur Jalama, leur apothicaire, à demeurer au dehors et d'y ouvrir boutique tout en conservant son poste à l'Hospice-Genéral.

Les apothicaires adressèrent une réclamation à l'administration, qui fit la sourde oreille, et les choses restèrent ainsi jusqu'au moment où le sieur Jalama désira résilier ses fonctions.

A cette époque, la Commission administrative desirant un titulaire adressa une requête aux apothicaires tendant à faire délivrer une lettre de maîtrise à un apprenti qui venait d'accomplir ses six années de stage à l'hôpital. Le bureau des apothicaires répondit à la supplique par un mémoire rappelant que d'après l'Edit de 1681, le gagnant maitrise devait loger à l'hospice et non comme cela s'était produit, habiter au dehors, s'y établir, et par suite faire concurrence aux apothicaires de la ville.

L'administration hospitalière ne voulant prendre aucun engagement, les apothicaires se retournèrent vers le comte de Saint-Florentin, ministre et secrétaire d'Etat, qui leur donna raison.

Dans l'intervalle de toutes ces démarches, le candidat fatigué d'attendre avait quitté Rouen et grâce à son stage à l'hôpital avait pu se faire recevoir gratuitement à Paris.

Cette querelle fut loin d'être stérile pour la science, car si les apothicaires eurent raison de la résistance de l'administration des hospices, elle procura à la France un naturaliste de plus et non des moins distingués.

Le candidat s'appelait Valmont de Bomare, et il y a tout lieu de croire que s'il était resté à Rouen, surtout à cette époque, il ne nous aurait jamais légué les travaux considérables qu'il a produits.

Actuellement, un pharmacien reçu reste pharmacien jusqu'à la fin de ses jours, qu'il exerce ou non ; il n'en était pas de même autrefois, on était apothicaire tant que l'on était possesseur de sa lettre de maîtrise, et quand on voulait se démettre de son titre, ce qui arrivait parfois, on renvoyait sa lettre au Bureau de la Corporation par ministère d'huissier.

Le nom du démissionnaire était rayé du tableau et ne figurait plus sur l'état de répartition des impôts.

Le titre d'apothicaire qui pouvait être considéré comme une charge présentait une autre particularité ; il était réversible sur la veuve.

En effet, au décès d'un apothicaire établi, sa veuve pouvait, tant qu'elle le voulait, faire gérer son officine par un aide capable sous la surveillance du syndic. Et lorsqu'elle voulait céder sa pharmacie, elle était tenue de restituer *par exploit* au Bureau la lettre de maîtrise de son mari.

DÉFENSE DES INTÉRÊTS PROFESSIONNELS

L'attribution de leur charge qui leur causa le plus d'ennuis, et à laquelle ils ne faillirent jamais, fut la défense de leurs intérêts professionnels.

A l'encontre de la situation actuelle faite aux pharmaciens, l'apothicaire d'autrefois devenait presque toujours riche, très riche même.

Pour ôter à tous la velléité qu'ils auraient pu avoir d'augmenter ou d'abaisser leurs prix, nos bons maîtres avaient eu soin de rédiger un prix-courant d'un tarif honnêtement rémunérateur, l'avaient fait approuver par le collège des médecins et homologuer par le lieutenant général de police. Ce tarif était imprimé aux frais de la Corporation et distribué gratuitement dans toutes les officines. Tous étaient tenus de s'y conformer strictement sous peine d'une amende de 10 livres envers les pauvres par chaque infraction.

La position de l'apothicaire était très enviée.

Instruits, traités avec égard, ils allaient de pair avec les médecins, laissant loin derrière eux les chirurgiens associés aux barbiers.

Peu nombreux (on en comptait à peine huit ou neuf il y a deux cents ans, et une douzaine à peine en 1789), ils réalisaient de gros bénéfices, malgré la concurrence déloyale des épiciers et empiriques qui pullulaient alors.

Aussi, pour sauvegarder leurs intérêts, en firent-ils condamner des centaines. Les produits délictueux étaient saisis et confisqués, les meilleurs d'entre eux envoyés aux hôpitaux, les autres détruits ou jetés à la Seine.

Chaque contravention était de plus augmentée d'une amende variant de 500 à 1,000 livres, qui allait grossir le coffre de la Communauté.

Il n'y eut pas que les épiciers, chirurgiens et empiriques qui se virent l'objet des poursuites de nos ancêtres, les couvents en eurent aussi leur part et non la moindre.

En l'année 1713, un long procès fut entamé au couvent des Pénitents de Rouen pour vente de remèdes et en la personne d'un frère Côme, cumulant dans la maison les fonctions de portier et d'apothicaire, ils se virent condamnés à 55 livres d'amende envers la Corporation.

Quelques années auparavant, vers 1704, ils avaient déjà encouru une condamnation pour le même motif.

Mais le procès le plus retentissant qu'ils engagèrent fut celui dirigé vers 1756 contre les Carmes établis à Rouen.

Il existait alors deux couvents de cet ordre dans notre ville.

L'un rue des Carmes, paroisse Saint-Lô, appelé monastère des Carmes déchaussés.

L'autre, installé faubourg Bouvreuil, paroisse Saint-Godard, connu sous le nom de couvent des Grands-Carmes.

Du premier monastère il ne reste rien.

De l'autre, au contraire, il nous reste leur superbe chapelle conventuelle, connue sous le nom d'église Saint-Romain. Ils étaient venus de Paris où ils avaient déjà eu maille à partir avec les apothicaires parisiens pour la vente illicite de drogues, et entre autres, de leur fameuse eau de Mélisse (une spécialité qui a eu la vie dure, celle-là!)

Sitôt installés à Rouen, grâce aux libéralités des présidents et magistrats de la Cour des Aydes, ils se mirent en devoir de fabriquer des drogues et d'essayer de les vendre. Pendant longtemps, le public fut méfiant et ne se laissa pas séduire. On finit par leur envoyer de Paris deux pères très adroits, qui réussirent rapidement à faire prendre leurs produits.

Les apothicaires ayant vainement adressé des protestations aux frères supérieurs de Rouen et de Paris, écrivirent alors au R. P. général des Carmes, à Rome, dénonçant la conduite des frères de Rouen et menaçant de poursuivre si les abus persistaient. — Celui-ci répond au Bureau qu'il a ordonné le déplacement des frères coupables et sollicite pour son ordre les bonnes grâces de la Corporation.

Forts de l'appui de leurs puissants protecteurs, les Carmes ne donnent aucune suite aux ordres formels de leur Ministre Général et continuent de plus belle leur commerce.

Pour mettre un frein à leurs menées, les apothicaires durent recourir aux tribunaux. Sur le conseil de leur avocat, ils adressent une requête au procureur, demandant qu'il soit rendu en leur

faveur un arrêt confirmant les anciens édits et proclamant une fois de plus qu'eux seuls ont le droit de vendre et débiter des médicaments. Ils joignent à leur requête une liasse de reçus écrits et acquittés par les frères, établissant la contravention évidente.

Quelques mois après, il est rendu un arrêt confirmant les droits imprescriptibles des apothicaires et condamnant les deux couvents au coût des deux sentences, soit respectivement 25 et 30 livres.

Les apothicaires ayant eu gain de cause pouvaient se croire débarrassés pour toujours de ces concurrents sérieux. Il n'en fut rien, hélas !

Les gros bénéfices qu'ils avaient réalisés ayant développé chez eux le goût du commerce, ils foulèrent bientôt aux pieds les sentences rendues, et tenant presque boutique ouverte, ils étendirent leurs relations commerciales, non seulement dans la ville et la banlieue, mais encore dans un périmètre de plusieurs lieues.

C'en était trop.

Les apothicaires furieux s'adressèrent alors au Parlement, qui rendit un jugement condamnant les uns à 1,500 livres et les autres à 1,800 livres d'indemnité envers la corporation.

Cette fois ils en furent débarrassés. Le procès avait duré deux ans, et on peut estimer que les frais de justice et les amendes versées dans cette affaire s'élevèrent environ à 30,000 francs de notre monnaie.

En 1760, ils intentèrent un interminable procès à la corporation des vinaigriers distillateurs d'eau-de-vie, qui avaient émis la prétention d'empêcher les apothicaires de vendre toutes préparations pharmaceutiques contenant du vinaigre.

Ils s'étaient introduits *en armes* chez un sieur André Besserve, apothicaire, rue des Bons-Enfants, à l'encoignure de la rue Dinanderie (1) et avaient tenté de s'emparer de force d'une fiole

(1) Cette officine était installée dans un immeuble du xv^e siècle existant encore de nos jours et qui possède sur un de ses *pijarts* sculptés une statuette de Saint-Nicolas, l'un des patrons des apothicaires.

contenant de *l'eau divine* qui se trouvait devant la devanture de cette officine.

Traduits devant les tribunaux, d'abord par Besserve, pour violation de domicile et violences exercées contre lui, et par la corporation pour tentative d'empiètements sur leurs privilèges, les vinaigriers essayèrent, par l'intermédiaire de leur procureur, de se défendre par toutes sortes d'arguments plus subtils les uns que les autres. Le plus plaisant d'entre eux fut celui-ci :

« Nous autres vinaigriers distillateurs », écrivait l'avocat dans ses conclusions, « détenons seuls le monopole de toutes les distillations possibles, nous distillons *per ascensum*, nous distillons *per descensum*, alors que les apothicaires ne distillent que *per latus* (1) ».

Mais ce beau plaidoyer ne convainquit pas les juges, les vinaigriers furent bel et bien condamnés à l'amende et aux dommages-intérêts envers la communauté et Besserve (2).

Ainsi se défendaient-ils contre les empiètements de ceux qui tentaient de leur faire concurrence, pour conserver intacts les privilèges qui leur avaient été concédés.

VISITE DES OFFICINES ET DES BOUTIQUES

La visite des officines et boutiques d'épiciers et même des ciriers, constituait également une de leurs prérogatives.

Elle se faisait environ tous les trimestres.

La visite des officines était effectuée par les gardes apothicaires seuls, et lorsqu'ils exerçaient cet office chez les épiciers, ils étaient accompagnés des gardes de cette corporation et d'un officier de police pour dresser au besoin une contravention.

Ces fonctions étaient *gratuites*.

(1) Allusion à l'alambic à trompe d'éléphant, d'importation italienne, et dont l'usage était très répandu à cette époque.

(2) La pharmacie de Besserve existe toujours, mais pas dans le même immeuble, déplacée deux fois, elle est actuellement située au n° 56, rue des Bons-Enfants, et occupée par M. André Lemasson.

RÉPARTITION DES IMPOTS

Si, dans ces différentes attributions, quelques-unes sont restées aux pharmaciens, il en est une qui leur a complètement échappé : la répartition de l'impôt sur les membres composant la corporation.

Ils ne doivent pas, je crois, avoir à le regretter.

Lorsque l'assiette de l'impôt était établie, l'Intendant de la Généralité adressait au syndic un *Etat dit de Capitation* indiquant à quelle somme sa corporation était taxée, ainsi que le rôle de l'impôt connu sous le nom de *Vingtièmes de l'Industrie*.

Le syndic et les gardes en charge répartissaient le plus équitablement possible, et selon la fortune de chacun, les sommes prélevées entre tous les membres inscrits au tableau de la corporation.

Le syndic était tenu de percevoir les sommes et de les verser au trésor. Pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle, les apothicaires rouennais furent taxés à 400 livres pour l'impôt de capitation et 156 livres pour les vingtièmes de l'industrie, et, chose curieuse à observer, ces impôts, qui étaient établis à la fin de décembre, étaient presque tous soldés en mars.

Plus anciennement, au commencement du XVII^e siècle, par exemple, alors que la corporation des apothicaires était encore unie aux épiciers, le syndic, qui était toujours un apothicaire, était pécuniairement responsable des deniers à percevoir.

La Communauté, dont le nombre des membres s'élevait alors à plus de 250, était imposée pour une somme de 5,000 livres. On conçoit aisément les difficultés à surmonter pour répartir équitablement cet impôt considérable.

Des épiciers jaloux de la suprématie des apothicaires dans la corporation, n'acceptèrent pas toujours la répartition faite, et, pour leur susciter des embarras, refusèrent parfois de payer leur quote part de l'impôt.

Aussi voit-on, en 1644, saisir les biens de Jacques Le Chan-delier, apothicaire, syndic de la corporation, demeurant place de

la Calende (1), paroisse Saint-Etienne-la-Grande-Eglise (2), jusqu'à parfait paiement des sommes dues au Trésor.

Il fallut un jugement du bailliage pour forcer les réfractaires à payer, les juges ayant refusé l'autorisation de prendre à même du coffre de la Communauté pour rembourser le fisc.

..

En outre de ces diverses attributions, les apothicaires eurent à se soumettre à de bien curieuses obligations.

Un arrêt du bailliage, du 27 septembre 1603, leur défendait, aussi bien aux chirurgiens qu'aux médecins, de s'absenter de la ville sans permission, et cela sous peine d'amende envers les pauvres.

Plus tard, une ordonnance royale, non moins vexatoire, rendue à la fin du règne de Louis XIV, vers 1702, défendait aux médecins, apothicaires et chirurgiens, de visiter, soigner ou délivrer des médicaments aux malades qui, dans les trois premiers jours de leur maladie, n'avaient pu fournir un certificat de leur confesseur.

En cas d'infraction à cette ordonnance, on pouvait être frappé d'une amende de trois livres la première fois, de l'interdiction pendant trois mois en cas de récidive et à la troisième fois de la déchéance pour tout le royaume.

On ne badinait pas alors sur les questions touchant de loin ou de près à la religion.

L'obligation dans laquelle on était tenu de présenter un certificat de catholicité lors des examens fut probablement la cause de la disparition des protestants apothicaires à Rouen, tout au moins depuis la dernière moitié du XVII^e siècle.

Il en existait cependant dans notre région : ceux-là peut-être,

(1) Le numérotage des maisons de Rouen ne date que du 12 juin 1788, en exécution d'une loi promulguée au *Journal des échevins* le 16 septembre 1787, art. 52. (Communiqué par M. Poulain, archiviste municipal.)

(2) Cette paroisse existait dans la cathédrale, sous la Tour-de-Beurre.

reçus comme catholiques, avaient bien pu changer de religion une fois établis.

On en rencontre à Dieppe qui furent obligés de fuir à l'étranger lors des persécutions.

L'un de ceux-ci s'appelait Moïse Lesire, se réfugia en Hollande ; il avait son officine rue du Haut-Pas.

Un autre, Jean de Caux, vraisemblablement apparenté au célèbre ingénieur dieppois et qui exerçait au Bras-d'Or, Grande-Rue, dut se réfugier clandestinement à Rye, en Angleterre (1).

F.-A.-H. DESCROIZILLES

Après vous avoir entretenu de quelques faits et gestes de la corporation des apothicaires, laissez-moi vous dire quelques mots sur l'un d'entre eux.

Si la ville de Rouen est justement fière d'avoir donné le jour au plus illustre pharmacien et chimiste du XVII^e siècle en Europe, à Nicolas Lémery, la corporation ne peut revendiquer l'honneur de le compter au nombre de ses membres.

A peine fut-il apprenti à Rouen, chez un de ses oncles, pendant quelques années (2).

Et puis, l'aurait-elle admise dans son sein ? Je ne le crois pas, car il était huguenot ; très à cheval sur les règlements et les principes, nos anciens n'auraient pas transigé.

Mais laissons-là Lémery, dont les biographies nombreuses ont indiqué ce qu'il fut et aussi le pas prodigieux qu'il fit accomplir à la chimie et à la pharmacie.

Celui dont je désire vous entretenir pendant quelques instants,

(1) *Journal de Jacob Lami de Dieppe*, publié par M. Lesens in *Bull. des églises wallones*, 1890, pp. 14 et 19.

(2) Cet oncle, un nommé Pierre Duchemin, fut poursuivi, en 1670, par le Collège des médecins, pour avoir critiqué une ordonnance du Dr Houpeville. Il dut faire amende honorable sur la place publique pour éviter le procès. (Voir A. Avenel, *Le Collège des médecins de Rouen*.)

et qui jeta un incomparable éclat sur la corporation des apothicaires rouennais, est Ant.-Henri Descroizilles.

Issu d'une honorable famille d'apothicaires qui exerça à Dieppe la profession pendant plus de cent ans, le jeune Descroizilles débuta dans l'officine de son père, sise alors place Royale (1), pour passer ensuite dans le laboratoire de Rouelle, sous la direction duquel il fit de rapides progrès.

Nommé bientôt démonstrateur royal de chimie à Rouen, Descroizilles fut choisi comme expert par le Parlement dans maints procès intentés à des falsificateurs de cidres où il eut l'occasion de battre victorieusement en brèche des théories surannées émises par François Mezaize, apothicaire, le savant officiel de l'époque.

La situation de professeur ne lui suffisant pas pour vivre, il résolut de se faire recevoir apothicaire; le titre de démonstrateur royal de chimie lui permit d'obtenir du roi une dispense de stage dans une grande ville, et par là la possibilité de s'établir à Rouen.

Reçu en 1778, il fonda, rue du Gros-Horloge, paroisse Saint-Herbland, dans un immeuble du XVII^e siècle qui existe encore, une officine qu'il ne géra que pendant une dizaine d'années.

Il céda son officine à un autre chimiste de valeur, Arvers, pour ne plus s'occuper que de chimie industrielle.

« Doué d'une vive imagination et d'une activité incroyable, il fut auteur d'une foule d'inventions utiles qui ont rendu son nom à jamais célèbre.

« A peine le procédé du blanchiment par le chlore eut-il été publié par Berthollet, que Descroizilles s'empressa de le mettre en pratique dans un établissement de Lescure-lès-Rouen.

« Il réussit parfaitement, et bientôt même, par les améliorations qu'il y sut apporter, il décida son adoption dans toutes les fabriques.

« Après avoir perfectionné le procédé de Berthollet pour l'extraction du chlore, il imagina de la craie en suspension dans

(1) Cette pharmacie existe toujours dans le même immeuble, elle est actuellement gérée par notre sympathique confrère M. Guillard.

l'eau où il recueillait ce gaz et mit ainsi sur la voie de la découverte importante des chlorures de chaux, de potasse, etc. Il eut l'heureuse idée de construire, d'après le procédé d'analyse des alcalis par Vauquelin, un instrument qui pût être manié facilement par les hommes étrangers à la science. Il imagina l'*alcalimètre* qu'il fit servir aussi à l'évaluation du titre des vinaigres et de la force des dissolutions de chlore. C'est ce qu'il appela l'*Acetimètre* et le *Bertholimètre*.

« C'est encore à Descroizilles que l'on doit le premier instrument et le seul qui puisse donner des indications exactes sur la valeur des vins (1). »

Si, dans le commerce, l'alcalimètre qu'il fit construire porte son nom, il est un instrument incontestablement plus utile qu'il inventa et dont la paternité lui fut usurpée.

Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, on préparait le café soit par l'ébullition, soit à *la sultane*, ce dernier procédé employé de préférence dans la classe aisée, consistait à jeter de l'eau bouillante sur du café placé au fond d'une chausse de drap. Ce mode d'opérer faisait perdre presque totalement au produit son principe aromatique. Pour obvier à cet inconvénient, Descroizilles, très amateur de

Cette liqueur si chère
Qui manquait à Virgile et qu'adorait Voltaire,

eut l'idée de la préparer en vase clos. Il fit construire chez un ferblantier de notre ville, rue Damiette, un filtre dont le modèle, quoique vieux de plus d'un siècle, n'a pas encore changé.

C'est l'alambic en métal en usage dans tous les ménages (2).

L'un de ces appareils, mis en vente à Paris par notre fabricant rouennais, étant tombé entre les mains d'un certain abbé de cour, l'abbé du Belloy, très connu alors dans le monde par son goût pour le café, se vit prôné, vanté, tant et si bien que le modeste

(1) J. Girardin, *Leçons de chimie élémentaire*.

(2) Il dotait du même coup la pharmacie de l'appareil à déplacement.

filtre ne fut plus connu que sous le nom de *Cafetière à la du Belloy* (1).

Quoique n'exerçant plus la pharmacie, Descroizilles appartenait toujours à la corporation, inscrit au tableau et payant sa part d'impôts. Il était tenu en très haute estime par tous ses confrères, sauf de l'un d'eux cependant, Mézaize, qui n'avait pu lui pardonner l'échec lamentable qu'il lui avait fait éprouver devant le Parlement lors d'une expertise de cidres falsifiés. Aussi, étant syndic de la Corporation, le força-t-il, par des mesquineries indignes d'un apothicaire d'alors, de renvoyer sa lettre de maîtrise.

Il se retira à Paris, entra comme secrétaire archiviste dans l'Administration des Douanes et mourut dans l'exercice de cette fonction le 14 avril 1825.

CONFRÉRIE DES APOTHICAIRES

Avant de terminer cette étude, qu'il me soit permis de dire quelques mots, non plus sur notre vieille corporation, mais sur une association à laquelle elle fut intimement liée, je veux parler de la Confrérie des apothicaires.

Si nous possédons de nombreux documents sur la corporation des apothicaires rouennais, il n'en est malheureusement pas de même pour la Confrérie.

Il ne reste rien ou à peu près de cette association.

On sait qu'elle tint ses réunions en l'église Cathédrale, dans la chapelle dite des Brienchons, située non loin du portail de la Calende, sous le vocable de Notre-Dame de Bonne-Nouvelle.

Cette chapelle fut fermée en 1637, par ordre des chanoines, je croirais assez que nos apothicaires, à cette époque, portèrent alors leurs pénates en l'église Saint-Cande-le-Vieux, cette ancienne chapelle du château des ducs de Normandie.

(1) Chaptal, ami et commensal de Descroizilles à Lescure, propagea l'usage de ce filtre dans le nord de la France, actuellement encore dans nombre de villages de la Picardie et de l'Artois, cet ustensile est désigné sous le nom de *chaptal*.

En voici la raison :

Lors de la création de leur Jurande, environ vers 1610, les apothicaires installèrent leur fameux *Bureau* dans les spacieuses dépendances de la porte du Bac, sur le port.

Cette porte se trouvait sur la paroisse Saint-Cande-le-Vieux.

Du reste, une pièce authentique existant dans nos archives, pourrait, je crois, corroborer l'opinion que j'ai émise.

C'est un reçu de 47 l. 11 s. d'honoraires, payé au clergé de cette paroisse, pour un service d'actions de grâces, chanté dans cette église aux frais des apothicaires, à l'occasion de la naissance du Dauphin, en 1781.

Antérieurement, nos apothicaires, gens éminemment processifs, mais peut-être encore moins que les médecins, avaient, à l'occasion de leur confrérie, fait un singulier procès aux épiciers.

Ceux-ci, pour vexer leurs irréconciliables rivaux, avaient décidé de ne plus leur faire porter le *chantiau du pain bénit*.

Un manquement si grave aux usages devait être réprimé ; ils furent condamnés, en la personne de leur syndic, un sieur Jean Chauffart, à 27 livres d'amende et aux frais.

Enfin, cette ancienne corporation, vieille de plusieurs siècles, fut emportée comme toutes les autres par la tourmente révolutionnaire. Elle fit place à une Société dirigée d'abord par les mêmes hommes, mais sur d'autres bases, donnant un plus large essor à nos libertés professionnelles.

Le 18 août 1792, la corporation des apothicaires de Rouen avait vécu.

Cette lecture si intéressante est également accueillie par de nombreuses approbations, et M. Riethe en remercie l'auteur en ces termes :

« A cette étude humoristique et si délicatement exposée, qui nous ramène vers un passé si lointain et qui doit réveiller chez les vieux Rouennais tant de souvenirs disparus, nous pouvons

ajouter l'expression de nos hommages aux mémoires des respectables praticiens d'alors.

« A ce second titre, Monsieur Poussier, nous vous manifestons doublement notre gratitude, et pour votre charmant travail d'abord et pour nous avoir rappelé ensuite que notre profession à toutes les époques était digne de la considération publique. »

M. Flour demande ensuite la parole et fait la déclaration suivante :

« MESDAMES ET MESSIEURS,

« Avant de clore cette séance, je vais vous donner lecture d'une note qui figure sur le registre des procès-verbaux de la Société, mais d'autre part, devant l'irréparable malheur de la Martinique qui vient comme dans un gouffre, d'engloutir le bonheur, la fortune et tant de membres de la grande famille française, désireux d'associer la charité à cette cérémonie, il ne nous sera pas nécessaire de faire un appel très vif à la générosité de vos cœurs pour chercher à réparer un peu les terribles effets de cette douloureuse catastrophe qui prend si tristement place dans l'histoire de notre pays.

« Aussi, permettez-vous à deux de nos confrères de solliciter de chacun de vous votre obole.

« La Société souscrit dès maintenant, au nom de tous ses membres, la somme de 50 francs. »

Voici maintenant la lecture de la note :

A la suite de la séance solennelle qui a eu lieu ce même jour dans la grande salle de l'Hôtel-de-Ville de Rouen et dont rapport sera établi plus loin, les personnes présentes ont été invitées à se rendre au siège social, Tour-aux-Normands, rue des Espagnols, pour y visiter l'exposition de documents anciens que la Société possède, ainsi que la bibliothèque et collections. Puis, pour donner une sanction à cette marque de sympathie et à cette mémorable journée appartenant dès maintenant à nos annales, ces mêmes

personnes ont été sollicitées d'apposer leur signature sur le registre de nos délibérations.

Pendant que s'accomplissait cette petite formalité, M^{me} Gaston Lelièvre, accompagnée de M. Léon Infray, et M^{lle} Flour, conduite par M. Chevalier, se rendaient au désir exprimé par le bureau et effectuaient la quête dans l'assemblée.

Cette quête a produit la somme de 214 fr. 35.

Ensuite, M. Riethe, après quelques paroles de remerciement à l'adresse des personnes qui avaient donné cette marque de haute sympathie à notre Société, paroles qui ont été couvertes d'applaudissements, a levé la séance à quatre heures quarante-cinq.

Le bureau, accompagné de toutes les personnalités qui étaient sur l'estrade, s'est alors rendu au siège social pour la visite aux collections, bibliothèque et documents anciens.

Ces derniers ont soulevé l'admiration des connaisseurs, qui ont loué M. Poussier d'avoir ainsi permis de juger de la rareté et surtout de l'ancienneté de ces documents représentant une véritable richesse professionnelle.



BANQUET

A sept heures et quelques minutes, les membres de la Société se sont trouvés réunis à l'Hôtel-de-France avec leurs invités, et, dans un banquet où la plus franche cordialité n'a cessé de régner, il a été prononcé les toasts suivants :

M. Riethe, debout, prend la parole en ces termes :

« Je porte la santé de M. le Président de la République, le grand et vénéré citoyen qui, escorté d'universelles sympathies et sous les plis du drapeau tricolore, va porter la sincère affection et le sourire de la France à une grande nation amie. (*Applaudissements unanimes.*) »

« Je lève aussi mon verre à la Ville de Rouen, à ce merveilleux écrin qui renferme tant de bijoux accumulés et qui, si généreuse et si hospitalière, a poussé la coquetterie jusqu'à nous réserver aujourd'hui un rayon de soleil printanier (1). (*Applaudissements répétés.*) »

Cette marque de respectueuse sympathie envers le premier magistrat de notre pays a été unanimement approuvée et applaudie.

Puis, M. le Président de la Société s'est exprimé comme il suit :

(1) Depuis trois semaines consécutives, une pluie froide n'avait cessé de tomber sur toute la France.

« MESSIEURS,

« Après l'hommage que nous venons de rendre au si distingué représentant de la France, l'honorable M. Loubet, Président de la République, hommage auquel nous nous sommes tous associés de si grand cœur, permettez-moi de lever mon verre pour porter la santé de notre sympathique préfet, M. Mastier, si dignement représenté ici par M. Bordeaux, un des fonctionnaires les plus estimés et des plus affables de la Préfecture.

« Vous pourrez, Monsieur Bordeaux, dire à M. le Préfet que tous reconnaissent qu'il a su, en peu de temps, se faire apprécier et aimer par sa bienveillance et son talent d'administrateur.

« C'est, en effet, un plaisir pour tous ceux qui l'approchent de converser avec lui, car, par son aménité, il lève toutes les barrières, et l'on ne quitte pas la préfecture sans devenir un peu et souvent même beaucoup son ami.

« Dans les manifestations de gratitude que nous nous faisons une réelle joie d'émettre, nous placerons en première ligne, les municipalités qui se sont succédées jusqu'à ce jour et qui étaient représentées au Centenaire de notre Société par M. l'adjoint Garreta et par le doyen du Conseil municipal, l'infatigable et toujours jeune M. Guernet. Toutes ont été pour nous d'une grande bienveillance et ont respecté la tradition de nous donner gracieusement l'hospitalité.

« Nos aînés, les gardes apothicaires avaient pour logis, vous a-t-on dit il y a quelques instants, la porte du Bac. C'est donc depuis 1619 que nous bénéficions de ce rêve qui hante l'esprit de tant de monde, de posséder un propriétaire qui ne réclame jamais de loyer.

« Il y aura donc, dans quelques années, quatre cents ans que cette largesse nous est acquise. Espérons qu'une prescription d'un nouveau genre nous maintiendra cet avantage.

« Nous confondons également dans ces mêmes sentiments le distingué directeur de notre Ecole de médecine et de pharmacie, M. le docteur Brunon, MM. les Professeurs, MM. les Médecins

de Rouen, j'y ajouterai avec grand plaisir l'aimable inspecteur du service des Enfants assistés, M. le docteur Metton-Lepouzé, avec qui les relations sont toujours si courtoises. Je ne veux pas oublier non plus M. le docteur Cerné, président de l'Association des médecins de Rouen.

« Des réunions dans le genre de celle-ci ne peuvent que cimenter l'estime que nous éprouvons les uns pour les autres, aplanir les petites difficultés qui naissent fatalement, mais qui viennent presque toujours de la part d'intermédiaires n'ayant point compris le sens exact d'une remarque qui ne peut être désobligeante.

« Abordant maintenant le côté professionnel, nous vous adressons, Monsieur Riethe, l'expression d'une gratitude inoubliable pour votre si aimable concours. Faire appel à votre dévouement quand il s'agit d'être agréable à vos confrères est partie gagnée d'avance.

« Nous vous le rendons, mon cher Président, en estime, en amitié, je dirai même plus, nous aimons votre rondeur, votre franchise, et nous admirons la façon magistrale avec laquelle vous dirigez avec tant de zèle notre grande Association.

« Dire du bien de votre secrétaire général, absent par obligation professionnelle, le si estimé M. Crinon, devient chose banale pour lui ; mais pour nous, nous ne pourrions jamais nous lasser de reconnaître la vigueur toujours juvénile qu'il met à défendre nos intérêts. Il reste constamment l'infatigable champion de nos justes revendications, et si la politique n'était point devenue la chose la plus absorbante de notre époque et qu'un peu de temps soit laissé à nos dirigeants pour rechercher et distinguer les plus dignes, il y a de beaux jours que nous verrions briller sur sa poitrine la haute récompense plus que largement due à un labeur incessant.

« A vos deux noms, Messieurs Riethe et Crinon, nous ajoutons avec un grand plaisir ceux de M. Fumouze, le si apprécié président de la Chambre de commerce de Paris, MM. Vaudin et Coquet, de Paris ; Lejeune, de Reims ; Guérin et Barruet,

d'Orléans ; Rousseau, d'Ermont ; Thoumelin, d'Elbeuf, tous confrères qui tiennent élevé le drapeau qui abrite notre dignité commune.

« Honneur à vous, Messieurs les Membres honoraires, à la tête desquels nous plaçons nos deux anciens présidents, MM. Soudan et Infray ! vous nous avez enseigné les qualités nécessaires pour faire de nous d'honorables praticiens.

« Je tiens aussi à répartir mes sentiments de gratitude sur MM. Léon Infray et Alfred Poussier, qui nous ont maintenus sous le charme instructif de leurs travaux.

« Ces pages prendront place dans nos annales, heureux de les avoir suscitées.

« Je n'aurais garde de vous oublier, mes chers collègues du bureau, Messieurs Godard, Chevalier Leriche et Gaston Lelièvre, qui nous avez donné chaque jour des preuves d'un dévouement absolu, et je me qualifie de président bien heureux d'avoir eu le bonheur de posséder de tels collaborateurs.

« Si parmi vous, Messieurs, mes lèvres ont omis les noms de quelques-uns, je les prie de m'excuser ; ces oubliés, comme les absents, peuvent être assurés que nos cœurs sont également remplis de reconnaissance pour eux, et parmi ces derniers, nous relevons le nom de notre très honoré doyen, retenu par son grand âge loin de nous ; je veux nommer M. Harel, pharmacien à Anglesqueville-sur-Saône, possédant quatre-vingt-onze ans, dont soixante et un ans d'exercice de la pharmacie.

« M. Harel, dans une lettre empreinte des sentiments de la meilleure confraternité, nous a fait part de l'énorme chagrin qu'il éprouve de ne pouvoir être des nôtres.

« J'adresse aussi un souvenir ému aux disparus qui ont laissé trace dans nos annales de leur dévouement et de leur savoir.

« Pour clore cette série, j'ai conservé comme un gourmet qui désire savourer un morceau de choix, je m'en serais même voulu fort longtemps si je l'avais oubliée, une personnalité qui est celle de M. Sarrazin, notre si précieux conseil, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats, président de l'Académie des Arts, Belles-

Lettres et Sciences de Rouen, président de la Ligue patriotique rouennaise.

« Ces titres suffisent, Messieurs, pour vous présenter ce vieil ami de nous tous, mais il y en a un qui dépasse tous les autres et quoique sa modestie reconnue puisse en souffrir, je le mentionne quand même, c'est celui de pionnier zélé de l'œuvre de réparation que la Ville de Rouen doit à la mémoire de la sublime héroïne française, Jeanne d'Arc. Et, m'inspirant, Messieurs, de cette union de tous les Français faite sous l'égide de cette belle figure du patriotisme, je vous dirai : à vous aussi, je souhaite santé et bonheur, à vous, mes chers confrères, qui venez en ce jour de donner une telle preuve de solidarité professionnelle, je souhaite, dis-je, que cette union qui nous réunit ici, union seule capable d'engendrer cette vitalité productrice d'une force permettant de faire valoir nos droits, nos revendications légitimes, inspirant l'estime et le respect dus à notre utile et nécessaire profession, je souhaite qu'elle dure toujours.

« Je lève mon verre, Messieurs, en votre honneur à tous, comme à celui de vos familles. (*Applaudissements*). »

Peu d'instants après, M. Guernet, doyen d'âge du Conseil municipal, représentant la Municipalité, s'est levé et a parlé en ces termes :

« MESSIEURS,

« M. le Maire, par suite d'engagements antérieurs, n'a pu, à son grand regret, assister à cette réunion et il a délégué, pour le remplacer, le doyen du Conseil municipal.

« J'ai accepté, Messieurs, parce que j'étais assuré de recevoir parmi vous et personnellement et comme représentant du maire un accueil amical, et puis parce que cette manifestation, qui affirme votre robuste vitalité, rappelle la création, au début du XIX^e siècle, de votre Société libre qui fut la revendication de vos libertés.

« Vous devrez donc vous contenter d'un simple conseiller mu-

nicipal. Il est de fait que ce conseiller plus qu'octogénaire peut, par le nombre de ses années, vous offrir l'équivalent de trois conseillers municipaux.

« C'est, Messieurs, un privilège que personne assurément ne m'enviera, mais que j'apprécie.

« Nous sommes loin du temps de Molière ; la pharmacie et les pharmaciens sont complètement transformés et, si l'on sourit encore à ces joyeusetés d'un autre âge, c'est plutôt par respect pour la mémoire de ce grand observateur que fut Molière.

« Les apothicaires sont morts et aujourd'hui l'on trouve dans le corps pharmaceutique des analystes distingués, des hygiénistes et des chimistes qui ont acquis une légitime notoriété, et il y a plaisir et profit à se rencontrer, comme ici, avec des lettrés et des savants. Je n'en veux pour preuve que les très intéressantes communications que nous avons entendues et applaudies ensemble cette après-midi à l'Hôtel-de-Ville.

« Messieurs, je ne suis point du bâtiment ; la chimie a beaucoup de secrets pour moi et, si je cherchais à pénétrer les arcanes de la cornue, je courrais grand risque de vous apporter des affirmations qui ne seraient point du tout conformes aux prescriptions et aux formules du Codex. Je préfère donc, par prudence, m'arrêter à la porte du laboratoire.

« Mais, ce que je puis dire et proclamer, parce que cela résulte pour moi d'une longue expérience, c'est l'utilité indéniable de la pharmacie, ce sont les services rendus par la pharmacie et les pharmaciens jour et nuit, sur terre et sur mer, dans les villes et les campagnes, c'est enfin l'importance considérable du rôle qui appartient au pharmacien dans l'organisation pratique de l'hygiène sociale.

« Aussi, Messieurs, je salue sincèrement l'aurore de votre deuxième centenaire et je bois à la santé de tous les convives ici présents et de tous les pharmaciens de la région qui, moins heureux que nous, n'ont pu assister à cette fête de famille. »

Cette petite allocution, qui était si pleine de charme, a été vivement applaudie.

M. Coquet demande ensuite la parole et s'exprime ainsi :

« MESSIEURS,

« MES CHERS COLLÈGUES,

« Après le toast si vibrant et si patriotique de M. Riethe, à l'adresse du Président de la République, après le discours et les aimables paroles de M. Flour pour tous ses invités, après l'allocution pleine d'humour et de cordialité de M. le Conseiller municipal, j'estime que nous ne devons pas oublier nos charmants amphitryons.

« Comme membre du Conseil de l'Association générale et président honoraire de la Chambre syndicale des pharmaciens du département de la Seine, je tiens à féliciter bien haut M. le Président et les membres du bureau de cette belle Société, de la parfaite organisation et du magnifique programme de cette fête de famille.

« Au nom des pharmaciens étrangers, au nom des confrères invités à cette imposante cérémonie du centenaire de leur Cercle pharmaceutique, je remercie du fond du cœur M. Flour et ses collaborateurs de l'affabilité, de la courtoisie, de l'excellent accueil dont nous avons reçu l'éclatant témoignage pendant cette journée inoubliable pour nous tous.

« Je vous propose donc de lever vos verres en l'honneur de M. Flour et de nos aimables confrères de Rouen et de la Seine-Inférieure. (*Applaudissements.*) »

La parole a été donnée ensuite à M. Chevalier, trésorier.

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« CHERS INVITÉS,

« CHERS CONFRÈRES,

« La Société libre des pharmaciens de Rouen et de la Seine-Inférieure — qui est bonne hôtesse — n'aurait garde d'oublier

entre tous ses invités ceux présents ou absents qui lui ont apporté l'appoint précieux de leur empressement ou les largesses de leurs cadeaux.

« Des voix plus autorisées que la mienne nous ont dit, quel honneur particulier a rejailli sur notre Société, heureuse de compter à la solennité de son centenaire tant d'officielles autorités et tant de notables confrères. On a fêté, comme il convient, l'empressement de tous : des plus considérables qui nous ont grandis ; des plus modestes, qui nous ont enchantés.

« Mais parmi les présents, il en est que nous ne voudrions oublier. Ce sont des gens redoutés et puissants, que nous sommes particulièrement heureux de compter parmi nous ce soir, dont la présence est un plaisir, dont le concours fut un bonheur.

« Il appartenait vraiment au plus bavard de cette assemblée de saluer ces Messieurs les Journalistes, les vrais dispensateurs de notoriété et de gloire..... Nous les remercions en même temps et surtout de l'hospitalité si large et si bienveillante qu'ils ont bien voulu nous accorder dans leurs colonnes ; des articles élogieux et documentés qui ont révélé aux profanes le lustre de cette fête et l'orgueil de notre passé.

« J'ai dit, Messieurs, que notre Société n'oubliait pas non plus ses membres absents. Certes, il y en a beaucoup, et trop hélas ! à notre gré, mais bien des choses nous les rappellent : le souvenir fidèle et les cadeaux abondants.

« Parmi eux nous regrettons surtout l'absence de M. Lelièvre père, malheureusement retenu loin de nous, et qui nous a dispensé — avec tant de largesse — ses merveilleuses et limpides eaux minérales, trésors de pureté et sécurité des corps. Il ne pouvait mieux choisir, entre elles toutes, que les eaux portant cette marque appréciée et rassurante pour nos appétits « Feder ». Elle a dû réjouir tous les amateurs et buveurs d'eau. Car qui dit « Feder » dit pur. Est-il possible, en effet, de concevoir une Association d'honnêtes gens pour un autre but qu'une œuvre honnête, et la Société fédérale ne peut-elle garantir exempt de microbes tout ce qui est fait d'air pur ?

« Pourtant beaucoup les ont délaissées ces bonnes eaux : non par dédain certes, mais parce que les préférences allaient vers leur redoutable ennemi : le vin ; d'aucuns les ont mariés, par gentillesse, sans doute ; d'autres exclusifs ont sacrifié au vin seul. Grâce à l'entrain, on en a bu beaucoup et du bon, et ma foi, Messieurs, si en ma qualité de trésorier et gardien des richesses de notre Société, je redoute l'excédent du « total », ce que je regrette surtout, c'est de n'avoir pu vous vendre tout le vin que vous avez bu. »

Ce laïus si plein d'humour a recueilli de nombreux bravos.

Le dernier toast a été porté au nom des pharmaciens de la campagne, par M. Doutrelaut, pharmacien et maire de Saint-Valéry-en-Caux.

Voici comment il s'est exprimé :

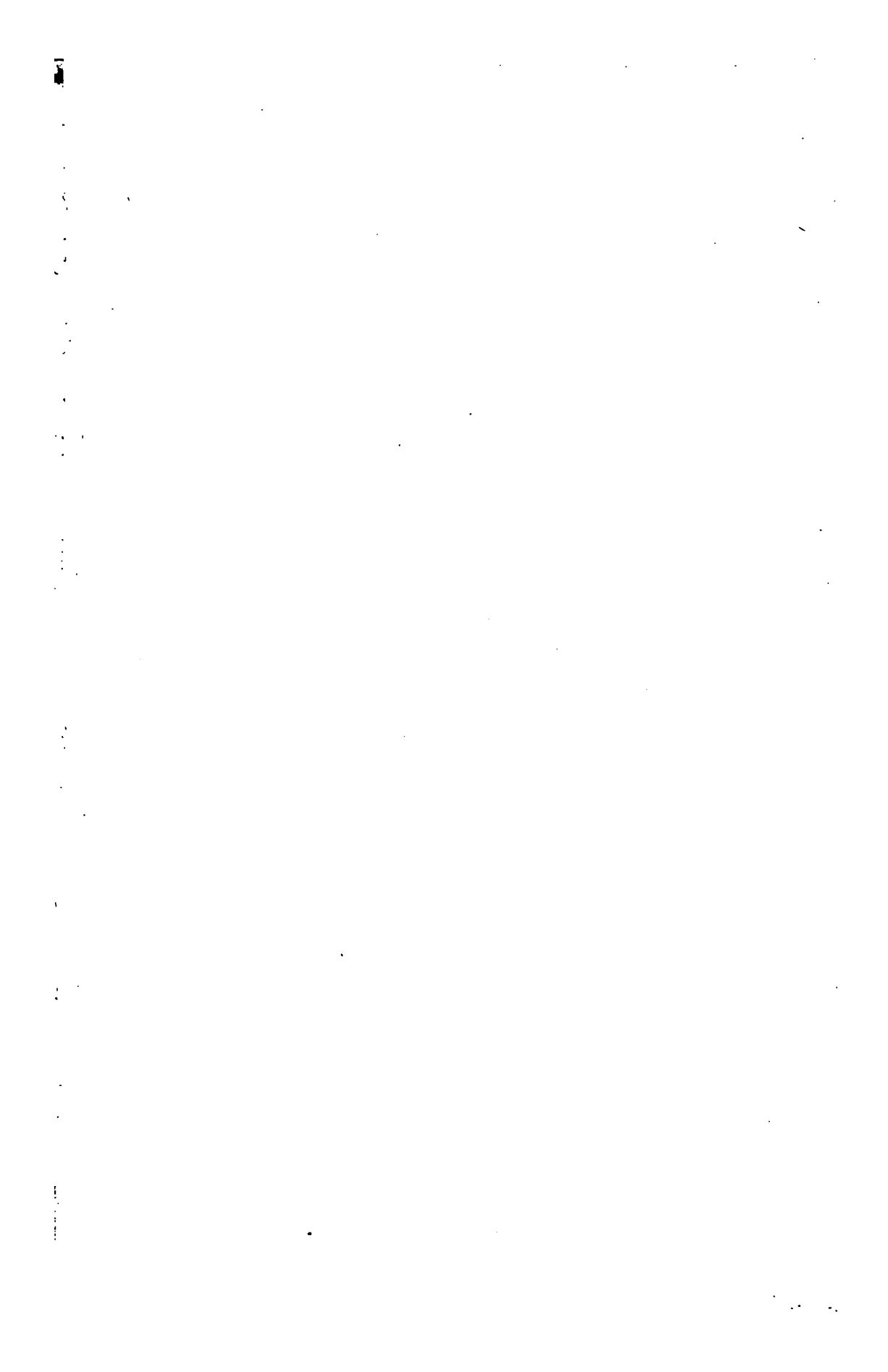
« Cédant, Messieurs, aux sollicitations de mes confrères de la campagne, je prends la parole dans ce banquet du centenaire de la Société libre des pharmaciens de Rouen et de la Seine-Inférieure, au nom de mes collègues ruraux.

« Je crois être leur interprète en remerciant tout d'abord notre bien sympathique président d'avoir fait une mention spéciale dans son toast pour notre confrère M. Harel, d'Anglesqueville-sur-Saône.

« Je suis d'autant plus sensible personnellement à cette délicate attention, que le doyen des pharmaciens de la Seine-Inférieure exerce notre honorable profession depuis plus de soixante ans dans mon pays natal.

« J'ai le plaisir de lui adresser ensuite des félicitations bien sincères et justement méritées pour le nouvel essor donné à notre Société par son activité et son dévouement. C'est aux résultats féconds de cette impulsion que je vous propose de lever nos verres. (*Applaudissements répétés.*) »

Les conversations particulières ont ensuite repris avec beaucoup d'entrain ; bien des souvenirs d'antan ont été remués, heureux de revivre un passé déjà lointain, et c'est très tard que l'on s'est séparé, conservant dans les mémoires un souvenir impérissable de cette belle fête de confraternité.





APPENDICES

(Pour faire suite à l'*Etude sur les Apothicaires de Rouen*)

INSCRIPTION D'APPRENTISSAGE EN PHARMACIE DE NICOLAS LEMERY

Du mardy vingt six^e jour d'octobre au dit an, devant ledit sieur de Brevedent Lieutenant General, Nicolas Leymery a esté juré aprenty de l'art d'appoticaire espicier soubz Pierre Duchemin maître dudit mestier pour le temps de l'ordonnance pendant lequel temps ledit maistre sera tenu quérir a son aprenty boire, manger, feu, lit et hostel et luy monstrier ledit art et mestier moyennant les pactions et accords faictz entr'eux présence des gardes année presente (1) (1660).

(Baillage de Rouen. Registre des réceptions de Maîtres. Arch. départ.).

PIÈCES INÉDITES CONCERNANT F.-A.-H. DESCROIZILLES

Acte de Baptême (2).

Le samedi, douzième jour de Juin a été baptisé par moy prestre, second vicaire soussigné, François, Antoine, Henry, né de hier

(1) Cet intéressant document m'a été très obligeamment communiqué par M. Ch. de Beaurepaire, notre éminent archiviste départemental.

(2) Extrait du registre de la paroisse Saint-Jacques de Dieppe, 1751. — Archives du Palais-de-Justice de Dieppe).

du légitime mariage de Monsieur François Descroisilles, premier juge consul des marchands de cette ville et marchand apotiquaire, et de damoiselle Marie, Reine Niel, son épouse de cette paroisse ; le parain Monsieur Pierre Antoine François Niel, marchand de cette ville, la maraine, damoiselle Marie Catherine Descroisilles épouse du sieur Niel aussi marchand, tous deux de la paroisse de St Rémy, le père absent.

Signé DESCROIZILLES, femme NIEL.

NIEL.

J. J. GAILLARD, sous vicaire.

Lettre de Maîtrise (1).

L'an de grâce mil sept cent soixante dix huit, le vingt septième jour de mai, devant nous Jean Claude Trugard, seigneur et patron de Maromme, conseiller du Roy, lieutenant Général de Police, au Baillage, Ville, et Vicomté de Rouen, se sont présentés devant nous honorables h / les sieurs Jean Baptiste Le Chandelier, Charles Nicolas le Borgne, François le Danoys, Henri Charles Fortin, Charles Ballière, et Nicolas Vasselin, maîtres et gardes année présente de la communauté, des Apothicaires Epiciers, Ciriers, Droguistes et Confiseurs de cette ville, faubourgs et banlieue ; lesquels nous ont présenté la personne de François Antoine Henry De Croizilles fils de François, juré, apprenty dudit etat sous Charles Denis Ballière le 6 juillet 1775, ils nous ont déclaré être capable et suffisant d'être reçu Maître dudit etat d'apothicaire et dependances, par chef d'œuvres ayant été dispensé du temps prescrit de son brevet d'apprentissage suivant les lettres à lui accordées par le Roy le 14 janvier dernier. A ces causes, du consentement du procureur du Roy de ce siège, nous avons ledit Antoine François Henry de Croizilles reçu Maître dudit etat d'Apothicaire et dependances par chef d'œuvres vu les lettres de dispenses a lui accordées pour par lui en jouir et l'exercer ce jour

(1) Archives des Apothicaires de Rouen.

et a l'avenir ainsi que les autres maitres (de celui art) et de quoi nous avons dudit de Croizilles pris et reçu le serment au cas requis, fait et delivré comme dessus.

TRUGARD

LE DANOYS le Jeune

LE CHANDELIER

VASELIN.

HENRY FORTIN

LE BORGNE

Lettre de Descroizilles (1).

Rouen, le 18 février 1788.

Messieurs les Maitres en pharmacie de Rouen,

MESSIEURS,

Dans l'affaire des Cidres, après beaucoup de ménagements pour ne blesser l'amour-propre de personne, lorsque je ne désirais que de faire éclaircir une question qui interessait toute la province, les persecutions de M. Mezaise me forcèrent de dévoiler publiquement ses erreurs, pour ne rien dire de plus, et je fus complètement vengé par un tribunal superieur.

C'est le ressentiment de cette affaire qui m'en attire une nouvelle aujourd'hui ; je n'ai plus le même intérêt à m'en deffendre et le parti qui me semble le plus prompt pour la terminer est de vous prier, Messieurs, d'agréer le renvoi de mes lettres de maîtrise, en Vous annonçant par là, qu'il ne faut plus me compter au nombre des maitres en Pharmacie de cette ville, renonçant absolument et pour toujours a ce titre, Vous sentez que je ne dois plus en supporter les charges. Je ne m'en suis fait gloire jusques à present que parce qu'il me procurait l'honneur de me dire Votre confrère. Il m'en coutait cependant d'avoir quelque chose de commun avec M. Mezaise, et il peut bien compter que je ne chercherai jamais à m'introduire partout ou il pourra se trouver, quelqu'estime que j'aie d'ailleurs pour les compagnies dont il est membre, peu m'importe en verité ce que pensent de moi

(1) Archives des Apothicaires de Rouen.

M. Mézaise et tous ceux qu'il a su mettre dans ses intérêts.

N'exerçant plus l'état de Pharmacie et recherchant toutefois la prérogative d'être admis dans Vos assemblées générales, je Vous avais donné, Messieurs, une preuve de mon zèle vraiment désintéressé pour la Pharmacie et de mon attachement pour Vous ; Vous m'aviez donné la Vôtre, en m'accordant l'objet de ma demande, recevez en le témoignage de ma reconnaissance et croyez à l'estime respectueuse, avec laquelle je serai toute ma vie,

Messieurs,

Votre très humble
et très obéissant serviteur

DESCROIZILLES.

Billet de Renonciation à Maîtrise (1).

L'an mil sept cents quatre vingt huit le dix neuf février a la requête du sieur Descroizilles démonstrateur Royal de Chimie en la ville de Rouen, y dmt Rempart de Beauvoisine paroisse de Saint Nicaise ou deille est élu Jay Jean Masset huissier au Baillage de Rouen prt y demeurant rue de l'estrade paroisse de St Etienne des tonnelliers, soussigné, signifié, dit et déclaré a M. M. les maîtres en pharmacie de la ville de Rouen En leur Bureau située audit lieu sur la porte du Bac paroisse de St Cande Levieu en la personne du Sr Lefebvre leur Clerc lui parlant audit sr Lefebvre trouvé au Bureau après midy chargé de fr^e savoir ce qu'il a accepté la ditte lettre pour la ditte communauté ce qu'il a signé (Lefebvre) que malgré le regret qu'il a de renoncer a ce titre honorable destre leur confrère Il se determine a ce party a cause de la persecution nouvelle qui luy est suscité par l'un d'eux son Ennemie déclarée, depuis l'époque ou ledit sieur Descroizilles s'est vu forcé de denoncer publiquement des erreurs prejudiciables a tout cette province p^r le fait des Cidre, des Jurisconsultes justement

(1) L'orthographe de cette pièce a été scrupuleusement respectée.

accredités assurent ledit Sr requerant qu'il a lieu d'esperer une justice complete aupres des tribunaux, mais lamour de la paix etouffant le resentiment Il ne croit pouvoir mieux faire la susdite pretention qu'en remettant sa Lettre de maitrise avec la presente signification a la ditte Communauté par laquelle il annonce la Renonciation formelle a ladite maitrise dapoticaire, Renonciation d'apres laquelle il doit s'attendre que son nom ne sera plus employé sur aucun des tableaux de laditte Communauté et qu'egallément Il ne sera plus susceptible d'aucunes des taxes et droits royaux qui se perçoivent sur les dits Maitres en pharmacie de la ville de Rouen ; en consequence de laquelle renonciation Jay montrée original a M. M. les Maitre en pharmacie de la ditte ville de Rouen parlant c^{me} dessus (1).

MASSET.

Apothicaires reçus à Rouen depuis 1711 jusqu'en 1802 (2).

POUR EXERCER A ROUEN :

Jacques-François le Carbonnier, 25 octobre 1721. Jean-François Hedou, 3 septembre 1726. François Le Cointre, 23 août 1735. Jean-Baptiste le Danoy, l'ainé, 21 octobre 1734. François le Danoy, le Jeune, 22 octobre 1740. Charles-Pierre le Chandelier, 31 octobre 1740. Pierre-Adrien le Chandelier (fils de maitre), 4 octobre 1742. Jacques-François le Carbonnier (fils de maitre), 15 mai 1748. Charles Ballière, 28 novembre 1755. Jean-Baptiste-Gabriel le Chandelier (fils de maitre), 26 mai 1775. André-Isidore-Henry Besserve, 22 octobre 1777. François-Antoine-Henry Descroizilles, 27 mai 1778. Charles le Chandelier (fils de P.-A. le Chandelier), 3 mai 1780. Guillaume-Jacques Hüe, 24 octobre 1781. Pierre-Richard le Chandelier, 2 août 1786. François Arvers, 31 octobre 1786.

(1) Archives des Apothicaires de Rouen.

(2) Extrait du Registre des délibérations et réceptions (Archives des Apoth. de Rouen).

REÇUS AVEC LE PRIVILÈGE DE L'HOSPICE-GÉNÉRAL :

Philippe-Romain Jamet, 19 avril 1711. Philippe Jamet (fils de maître), 16 mars 1750. Pierre Jalama, 16 mai 1760. Nicolas-Remy Taillefesse, 12 avril 1782. Marc-Charles Langlois, 22 août 1781.

REÇUS AVEC LE PRIVILÈGE DE L'HOTEL-DIEU :

Charles-Michel de Laisement, 3 septembre 1747. Jean Besserve, 1748. Charles-François le Carpentier, 1760. Charles Guesnon, février 1760. Pierre-François Mezaise, 8 février 1774. Guillaume Dubuc, 30 mai 1785.

REÇUS POUR EXERCER HORS ROUEN :

Jean Besserve, 13 octobre 1742, Vernon, Charles le Carpentier, 1742, Caudebec (1). Augustin Langlois, 6 novembre 1747, Louviers. Etienne-Claude le Tellier, 27 juin 1750, Evreux. Pierre-Adrien Anquetil (*ex officio*) 26 août 1751, Neufchâtel. Jacques Fauche, 2 mars 1752, Argentan. Felix Denize (fils de feu maître), 25 octobre 1752, Neufchâtel. Jacques-Charles Demalendre, 6 août 1754, Montivilliers. Christophe Letang, 1^{er} mars 1755, Gisors. Jacques-Mathieu Auber (fils de feu maître), 22 août 1755, Andely. Robert Varin, 7 août 1756, Cany. Laurent Legrand, 21 octobre 1756, Saint-Saëns. Alexandre Lepage, 4 janvier 1757, Conches. Anselme-Emé Duchamel, 4 mai 1757, Gournay. Jean Bertou, 13 octobre 1757, Fécamp. Joseph-Eléonor Duhamel, 12 avril 1758, Gournay. Charles Pilet, 9 mai 1758, Orbec. Michel Lamer, 10 août 1758, Lyons. Pierre Le François, 16 septembre 1758, le Havre. André-Jean-Baptiste Le Danoy, 30 octobre 1758, Bernay. Nicolas-Jean-François Thierry, 6 novembre 1758, Pont-l'Evêque. François Le Hure, 5 juillet 1759, Bernay. François-Gaspard Desormeaux, 27 octobre 1759, Pont-Audemer. Richard Blondel, 12 juillet 1762, Pont-Audemer. Louis Lefebvre, 6 août 1768, Lisieux. Philippe-

(1) Vint ensuite s'établir à Pont-Audemer.

Jean-François Thiercelin, 4 avril 1769, Vimoutiers. Jacques Benet, 7 septembre 1769, Yvetot. Pierre Moutier, 14 octobre 1769, Louviers. Robert Lefebvre, 27 octobre 1769, Montivilliers. Noël-Gilles de Lagomière, 14 août 1770, Lisieux. Jean-François Levert, 1^{er} mai 1771, Vernon. Louis-Adrien Gamare, 30 juillet 1771, Pont-Audemer. Eustache Poignavant, 25 août 1772, Montivilliers. Jacques-Etienne de Genetai, 30 juin 1774, Fécamp. André-Pascal Damour, 6 octobre 1774, Vimoutiers. Hébert, 25 avril 1775, Pont-Audemer. Marin-Jean-Baptiste Périer, 11 mai 1775, Orbec. Paul-Louis Chédieu, 16 octobre 1776, Evreux. Jacques Leconte, 18 avril 1777, Condé-sur-Noireau. André Baston, 14 mai 1777, Pont-Audemer. Jean-François Deslandre, 26 septembre 1777, Louviers. Simon-Jude Baillage, 12 août 1778, Montivilliers. Denis Mouton, 1^{er} octobre 1778, Louviers. Louis-François Hardy, 30 juillet 1779 (*ex officio*), Caen. François Lefebvre, 2 octobre 1779, Andely. Louis Anquetil, 12 octobre 1781, Saint-Saëns. Pierre Rebut, 26 octobre 1781, Honfleur. Montier, 12 août 1783, Andely. Jaillet, 30 octobre 1783, Gournay. Letorey-Dubutrel, 30 mai 1784, Pont-Audemer. Le Bourcier, 18 août 1784, Montivilliers. Tillard-Disaires, 25 août 1784, Bayeux. Pellevey, 22 avril 1785, Bernay. Balthazar Rettner, 17 octobre 1785, Dieppe (1). Pierre Delestre, 24 août 1787, Neufchâtel. Jean-Baptiste Taillefesse, dit Taillefer, 12 avril 1788 (*ex officio*), Pont-l'Evêque. Antoine-Jacques-Bernardin Abraham, 30 octobre 1788 (*ex officio*), Le Havre. Jacques-Alexandre Coutil, 30 avril 1789, Gisors. Philippe-Marie-Louis Saunier, 23 mai 1789, Gisors. Quatreñoix, 7 décembre 1789 (*ex officio*), Neufbourg. Marin Lesas, 27 octobre 1790, Etrépagne. Nicolas Denize, 30 octobre 1790, Neufchâtel. Nicolas-Marin Letellier, 8 brumaire an VI (étendue de la République). Alexandre-Jules-Cesar Thommerel, frimaire an VI (Etendue de la République). Joseph-Marie-Severin Duhamel, 30 floréal an X,

(1) Exerçait à Caux avec un diplôme délivré par les Apothicaires de Caudebec, chef de Caux, dut se représenter à Rouen pour fonder à Dieppe, place du Puits-Salé.

Gournay. Bertout, 2 prairial an X, Saint-Saëns. Michel-Victor Godefroy, 2 prairial an X. Pierre-Charles-Catherine Levavasseur, 29 vendémiaire an XI, pour Andely et département de l'Eure. Desgenetais, 8 brumaire an XI, le Havre. René-Charles Josseume, 1^{er} pairial an XI, Gournay.

Exposition.

A l'issue de la séance générale qui eut lieu dans la grande salle de l'Hôtel-de-Ville, la Société fit visiter à ses invités et aux personnes qui avaient assisté à cette cérémonie, le siège social de notre Syndicat à la Tour aux Normands, local gracieusement mis, depuis 1816, à la disposition de la Société des pharmaciens par la ville de Rouen.

Dans la salle des collections, nos visiteurs purent admirer d'abord une importante série de documents tant manuscrits qu'imprimés tirés de notre vieux Chartier, dont plusieurs pièces remontent au x^{ve} siècle : Ordonnances royales, arrêts du Parlement de Normandie et du Bailliage de Rouen, synthèses, lettres de maîtrise, grosses de jugements rendus à la requête des apothicaires, etc., etc. Puis une curieuse bibliothèque composée exclusivement d'ouvrages pharmaceutiques publiés tant en France qu'à l'étranger aux xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles.

Enfin, dans la salle des séances, dont les murs étaient tapissés de vieux documents sur parchemin et d'anciennes gravures représentant les différents locaux occupés pendant trois cents ans par la corporation et la Société des pharmaciens, se trouvait installée, sur des meubles, une intéressante exposition d'ustensiles provenant d'officines rouennaises disparues aujourd'hui pour la plupart. Des pots en *vieux Rouen* des pharmacies Mezaise, Ballière de Laisement, le Danoys, Jacques Hüe, etc., des potiches ayant décoré la boutique d'un chirurgien et portant les armoiries de cette corporation. Une série de jetons des apothicaires, épiciers et ciriers, quelques mortiers en bronze et en grès, des séries



d'anciens poids, un aréomètre en argent, un trébuchet, des sceaux, etc., etc.

Pour répondre au désir exprimé par de nombreuses personnes, il fut décidé que cette exposition serait ouverte au public le dimanche suivant, 25 mai, de neuf heures à six heures. Environ deux cents personnes s'y rendirent, et pour la plupart apposèrent leur signature sur le registre des procès-verbaux.

PRINCIPAUX OUVRAGES EXPOSÉS.

Mesuë (1) cum expositione Mondini super canones universales ac etiam cum expositione Christophori (*Goth.*). *Lyon, 1510.*

Index librorum in presenti volumine contentorum Dyoscoridis exactissimi in dagatoris fidelissimis scriptoris virtutū simplicissimū medicinarū libr. ccccccij continens capitula : cum nonnullis additionibus Petri paduanēsis in margine libri notatis. Ejusdem Dyoscoridis de naturis et virtutibus aquarum tractatus unus (*Goth.*). *Lyon, 1512.*

Galenī de affectorum locorum noticiis, libri sex, Guillelmo Copo Basileiensi, interprete. (*Collection A. Poussier*), *Paris, 1513.*

Nicolai Prepositi medici clarissimi Isagoge, sive introductiones in arte apothecariatus nuperrime summa lucubratione recognite additionibus nec non cum pluribus receptis et utilissimis exornate incipiunt. *Lyon, chez Denis Hursy, 1528.*

Onomastikon medicinæ, Othonis Brunfelsii Medicinæ professor. *Strasbourg, 1534.*

Claudij Galeni Pergameni de differentiis febrium libri duo, Laurentio Laurentiano Florentino interprete : accuratè per Simonem Thomam recogniti et ex fide Græci exemplaris penè alii facti. *Paris, 1539 (Collect. A. Poussier).*

Nicolai Myrepsi Alexandrini medicamentorum opus (3). *Bâle, 1549.*

(1) Mesuë, compilateur de Serapion qui vivait au VIII^e siècle, a été surnommé l'*Évangéliste des Apothécaires*.

(2) Dioscoride, médecin d'Anazarbe, en Cilicie.

(3) Ce Codex, connu sous le nom d'Antidotaire de Nicolas, fut la *charte des Apothécaires* du XIII^e au XVII^e siècle.

Historia Plantarum, Ant. Pincci. Lyon, 1561 (Collect. A. Poussier).

Brief traicté de la Pharmacie provinciale et familière, par M. Antoine Constantin, D. M. à Aix en Provence, Lyon, 1597 (*Collect. A. Poussier*).

Luminare Majus quondam elaboratissimis Joannes Jacobi Manlii et Jani Mathei Durastantis (1). Venise, 1566.

De usitata hujus temporis componendorum miscendorumque medicamentorum ratione... Leonharto Fuschio auctore. Bâle, chez J. Oporinus (s. d.)

Discours et Demonstrations des ingrediens de la Theriaque, par Laurens Catelan. Lyon, 1614.

Le grand Thrésor ou Dispensaire et Antidotaire tant general que special ou particulier des remèdes servant a la santé du corps humain, dressé en latin par Jean-Jacques Wecker, docteur-médecin de Basle et depuis fait en français et enrichi d'annotations par Ian du Val, docteur-médecin d'Yssoudun. Geneve, 1616. (*Collect. A. Poussier*).

Paraphrase sur la Pharmacopée, divisée en deux livres, par M. Brice Bauderon. Lyon, 1623. (*Collection A. Poussier*).

Essay des Merveilles de la Nature et des plus nobles artifices, par René François. Rouen, chez Osmont, 1629.

La Semaine des Médicaments observée es chef-d'œuvres des Maîtres Barbiers Chirurgiens de Paris, par Jean Bonnard. Paris, 1629.

Hyeronymi Mercuriales Foroliviensis sui seculi medicorum facile principis omnes Hippocrates Aphorismos prælectiones Patavinæ. Lyon, 1631.

Guillemi Ballonii consiliorum medicinalium a Jacobo Thévert. Paris, 1635.

Codex medicamentarius seu Pharmacopœa parisiensis. Paris, 1638.

(1) Les divers frontispices qui figurent dans cette publication ont été tirés de cet ouvrage.





Angeli Salæ Vicentini opera chymico-medica quæ extant omnia. *Francfort, 1647.*

Codex medicamentarius seu pharmacopœa tolosana. *Toulouse, 1648.*

Orthodoxe, ou de l'abus de l'Antimoine, *par Claude Germain. Paris, 1652.*

Lazari Riveri observationum medicorum. *Lyon, 1659.*

La Pharmacie théorique, *par M. Chesneau. Paris, 1660.*

Le Cours de médecine en françois, contenant le Miroir de la Beauté et Santé corporelle, *par M. Louis Guyon (4^e édition). Lyon, 1664.*

Anchora salutis sacra, seu Laudano Opiato medicamine isto divino ac cœlitas demisso liber singularis, auctore Matthia Tillingio, M. U. Doctore. *Francfort, 1671.*

La Pharmacopée de Bauderon, *revuë et corrigée par François VERNY, maître apothicaire à Montpellier. Lyon 1672. (Collect. A. Poussier).*

Dictionnaire pharmaceutique ou plus tot Apparat medico-pharmaco-chymico, *par M. de Meuve, 2 vol. Paris, 1677 (Collect. A. Poussier).*

Toutes les Œuvres du Medecin charitable, *par Philibert Guybert, escuyer, docteur regent en la Faculté de Medecine à Paris (1). Rouen, chez Besongne, 1678. (Collect. E. Spalikowski).*

La Chymie charitable et facile en faveur des Dames, *par Mlle M. M. (Marie Meurdrac), 2^e édition. Lyon, 1680. (Collect. Duhamel).*

Pharmacopœa Regia Galenica et Chymica, *par Moyse Charas, 2 vol Genève, 1684.*

Theriaque d'Andromachus, *par Moyse Charas. Paris 1685.*

(1) Ce formulaire populaire fit un tort considérable aux apothicaires de France. Publié à l'instigation de Guy Patin par vengeance contre ces derniers, il fut imprimé plusieurs fois à Paris (1632-1639 et 1644). La Bibliothèque municipale de Rouen en possède un exemplaire imprimé à Toulouse, chez Colmiez, en 1655. — Voir : *La Vie privée d'autrefois. Les Médicaments*, par A. Franklin.

Icones Stirpium seu Plantarum, tam exoticarum quam indigenarum. *Anvers, chez Plantin, 1691.*

Pharmacopœa Lillensis. *Lille, 1694.*

Le Marchand sincère ou Traité général des Drogues simples et composées, *par M. Pomet. Paris, 1695. (Collect. J. Taurin).*

Collectanea Pharmaceutica seu apparatus ad novam Pharmacopœam auctore Ludovico Penicher. *Paris, 1695.*

Pharmacopée universelle, composée *par M. Nicolas Lemery. Paris, 1697. (Collect. J. Legrand).*

Histoire des plantes qui naissent aux environs de Paris, avec leur usage dans la medecine, *par M. Pitton de Tournefort. Paris, 1698. (Collect. A. Poussier).*

Pharmacopœa Amstelrodamensis. *Leyde, 1701.*

Traité de l'Antimoine, *par M. Nicolas Lemery. Paris, 1707. (Collect. Delehay).*

Nouveau Traité de la Thériaque, *par Christophle de Jussieu, maître apothicaire de la ville de Lyon. Trevoux, 1708.*

Pharmacopœa universale di Nicolo Lemery tradotta della lingua francese. *Venise 1720. (Collect. Alb. Gascard).*

Cours de Chymie, *par M. Nicolas Lemery, 12^e édition. Lyon, 1724. (Collect. J. Legrand).*

Pharmacopœia extemporanea per Thomam Fuller M. D. 8^e édition. *Amsterdam, 1731.*

Dispensatorium Regium et Electorale Borusso-Brandenburgicum ab Ernesto Fagino, Augustano. *Erfurt, 1734.*

Pharmacopœia Collegii Regii Medicorum Edinburgensis. 2^e édition. *Gottingue, 1735.*

Pharmacopœa Leodinensis. *Liège, 1741.*

Tarif général des compositions galéniques et chimiques arrêté par délibération des Marchands Apoticaire-Epiciers de la Ville et Banlieuë de Rouën, approuvé *par Messieurs les Médécins* et omologué par sentence de police. *Rouen, 1747.*

Codex parisiensis seu Pharmacopœa Parisiensis. *Paris, 1748. (Collect. J. Legrand).*

Dictionnaire universel des Drogues simples, *par feu Lemery*, 3^e édition. Paris, 1748. (Collect. Mulot).

Pharmacopea Leidensis. Leyde, 1751.

Pharmacopée Royale Galénique et Chimique, *par Moyse Charas*, nouv. édition, 2 vol. Lyon, 1753. (Collect. A. Poussier).

Cours de Chymie, *par M. Nicolas Lemery* (1), nouv. édition revue et corrigée *par M. Baron*. Paris, 1756.

Codex medicamentarius seu Pharmacopœa Parisiensis (J.-B. Boyer), 5^e édition. Paris, 1758.

Pharmacopœa Hagana ex auctoritate magistratis poliatrorum opera. 3^e édition. La Haye, 1758. (Collect. A. Poussier).

Dictionnaire raisonné universel d'histoire naturelle, *par M. Vdumont de Bomare* (2), nouv. éd. Paris, 1759. (6 vol.).

Collection de quelques parties du règne animal d'usage en médecine. Manuscrit anonyme, 350 p., s. d. (Collect. Mulot).

Les Fraudes de la Chymie et de la Pharmacie, traduit de l'anglois. La Haye, 1759. (Collect. A. Poussier.)

Traité des Eaux minerales de la ville de Rouen, *par M. de Nibell*. Rouen, 1759. (Collect. A. Poussier.)

Manuscrit anonyme de matière médicale, 400 p., s. d. (Collect. A. Poussier).

Pharmacopœa Wirtenbergica. Stuttgart, 1760.

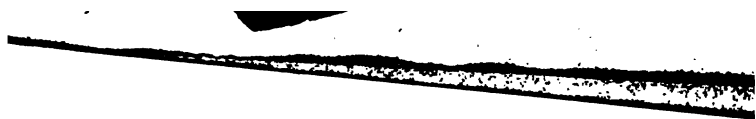
Observations pour servir d'addition à mon abrégé de médecine pratique et à mon abrégé d'anatomie (1760), *par L.-J. Decroix père*, apothicaire à Lille, man. de 200 pages. (Collect. Delebaye).

Statuts, ordonnances, arrests et reglemens des marchans apothicaires-épiciers et des marchands épiciers-ciriers droguistes et confiseurs de la ville, fauxbourgs et banlieuë de Rouën. Rouen, 1762, J. J. Le Boulenger.

Caroli V. Linne Genera Plantarum. Stockholm 1764. (Collect. A. Poussier.)

(1) Ouvrage offert à la Bibliothèque de la Société par M. Tirel, bibliophile rouennais.

(2) Ouvrage offert à la Bibliothèque de la Société par M. A. Poussier.



Index pharmacopolii completi cum calendario pharmaceutico. *Leipsick*, 1767.

Pharmacopœia extemporanea per Thomam Fuller M. D. editio castigatio curante Th. Baron D. M. P. *Paris*, 1768.

Examinis chemici doctrinæ Meyrianæ de acido Pingui et Blackianæ de aere fixo respectu calcis rectificatis. Henrici Joan. Nepom. Cranz. *Leipsick*, 1770. (*Collect. A. Poussier*).

Pharmacopœia helvetica. *Bâle*, 1771.

Commentaire du Dispensaire de Lille, imprimé en 1772, ou Pharmacopée raisonnée, par Louis-Joseph Decroix, apothicaire et chymiste à Lille, ms. en 5 vol. de 200 p., 1773. (*Collect. Delehayé*).

Pharmacopœia Collegii Regii medicarum Edinburgensis, 2^e édition. *Edimbourg*, 1774.

Pharmacopœia Genevensis ad usum nosocomiorum. *Genève*, 1780.

Pharmacopœia Rossica. *Saint-Petersbourg*, 1782.

Pharmacopœia Herbipolitana ad usum patriæ congesta. *Bamberg et Wurtzbourg*, 1782.

Abrégé de l'Histoire des Plantes usuelles, par feu J.-B. Chomel. *Paris*, 1782. (*Collect. A. Poussier*.)

Thériaque d'Andromachus, par Moyse Charas, nouv. édition revue et augm. *Paris*, 1785. (*Collect. A. Poussier*).

Pharmacopœia Wirtembergica. 1785.

Pharmacopœia in usum nosocomii Fredericiani hafniensis. *Christiania*, 1788.

Pharmacopœia Collegii regalis medicorum Londinensis. *Paris*, 1788.

Libellus Pharmaceuticus, Johannes Bernardus Keup. D. M. edidit. *Duisbourg-sur-le-Rhin*, 1789.

Pharmacopœia in usum studiosorum, Gull. Saunders med. Lond. *Leipsick*, 1790.

Pharmacopœia in usum officinarum Reipublicæ Bremensis conscripta. *Brême*, 1792.

Pharmacopœia Austriaco-Castrensis. *Vienne*, 1795.

Pharmacopée à l'usage des hospices civils, des secours à domicile, des prisons et des dépôts de mendicité. *Paris an XI* (1803).

[REDACTED]



Cliché A. RISLER.

Phototypie Lecerf, Rouen

JETONS DE LA CORPORATION DES APOTHECAIRES
DE ROUEN.

*Jetons de la Corporation des Apothicaires, Epiciers, Ciriers
de Rouen.*

L'usage des jetons dans la Corporation des Apothicaires, Epiciers, Ciriers de la ville, faubourgs et banlieue de Rouen paraît remonter à la fin du xviii^e siècle.

Ces jetons étaient en argent, du module de 30 millimètres environ, du poids de 9 grammes et demi et d'une valeur représentative de deux livres, soit environ dix francs de notre monnaie.

Ils n'étaient pas seulement distribués aux membres présents lors des différentes assemblées de la Communauté ou de la Confrérie, mais encore et surtout à l'occasion de la réception d'un nouveau maître dans la Corporation, apothicaire, épicier ou cirier, pour solder, d'une façon discrète, les honoraires des gardes formant le jury d'examen.

Le nombre de ces jetons ou jettons (1) comme on disait alors, distribués lors d'une réception d'un maître apothicaire, par exemple, était assez considérable pour constituer aux examinateurs, médecins, gardes en charge ou anciens gardes, un véritable bénéfice.

Aux réceptions d'apothicaire pour une grande ville, il en était délivré 150 environ et 130 lorsque le candidat avait choisi une petite ville ou un bourg comme lieu d'établissement.

Ces jetons étaient payés par l'aspirant qui les achetait au clerc du bureau de la Corporation, sans préjudice des 700 livres qu'il versait après réception à la « boëtte » de la Communauté et des 3 ou 6 livres selon le cas au bureau des pauvres valides.

Ils avaient également un autre emploi. Lorsqu'un haut fonctionnaire ou un premier magistrat nouvellement promu venait prendre possession de son siège, les membres composant le bureau des différentes corporations avaient coutume, en allant

(1) Les premiers jetons s'appelèrent d'abord *gectaires*, puis *gettons* ou *geton* et *jettons*.

saluer le nouveau personnage, de lui remettre une centaine de jetons neufs.

Ils leur étaient remis dans de jolies bourses en velours (1), sur lesquelles étaient brodées les armoiries ou les initiales de celui auquel elles étaient destinées.

Parmi les quatre jetons que nous reproduisons, il en est un qui fut frappé pour les apothicaires de Paris et dont il porte, du reste, la légende : *Lauces et pondera servant*, ce jeton fut employé pendant quelques temps par nos apothicaires rouennais.

Quant aux autres, ils n'en firent graver que les revers, les différents coins des avers servant au besoin à toutes les corporations en général.

Le coin du jeton représentant une vipère dressée sur sa queue, en face d'un coq et portant comme devise : *Et vigil et prudens* servit en 1756 à frapper une pièce en l'honneur du chirurgien de Louis XV, qui signa les statuts de la Corporation des chirurgiens de Rouen.

REGNANTE
LUDOVICO XV
AUXILIIS D. D.
DE LA MARTINIÈRE
EQUITIS CONSILIARII
ET PRIMARII
REGIS CHIRURGI
1753.

Cette note et la planche qui l'accompagne furent publiées, à l'occasion du Centenaire, dans le n° 10 de la *Revue médicale de Normandie*, le 25 mai 1902.

A. POUSSIER.

(1) On a pu voir, l'an dernier, à l'Exposition des Arts appliqués à la décoration des tissus, organisée à Rouen par la Société industrielle, une très intéressante série de ces bourses, provenant de la collection de M. R. Garreta.

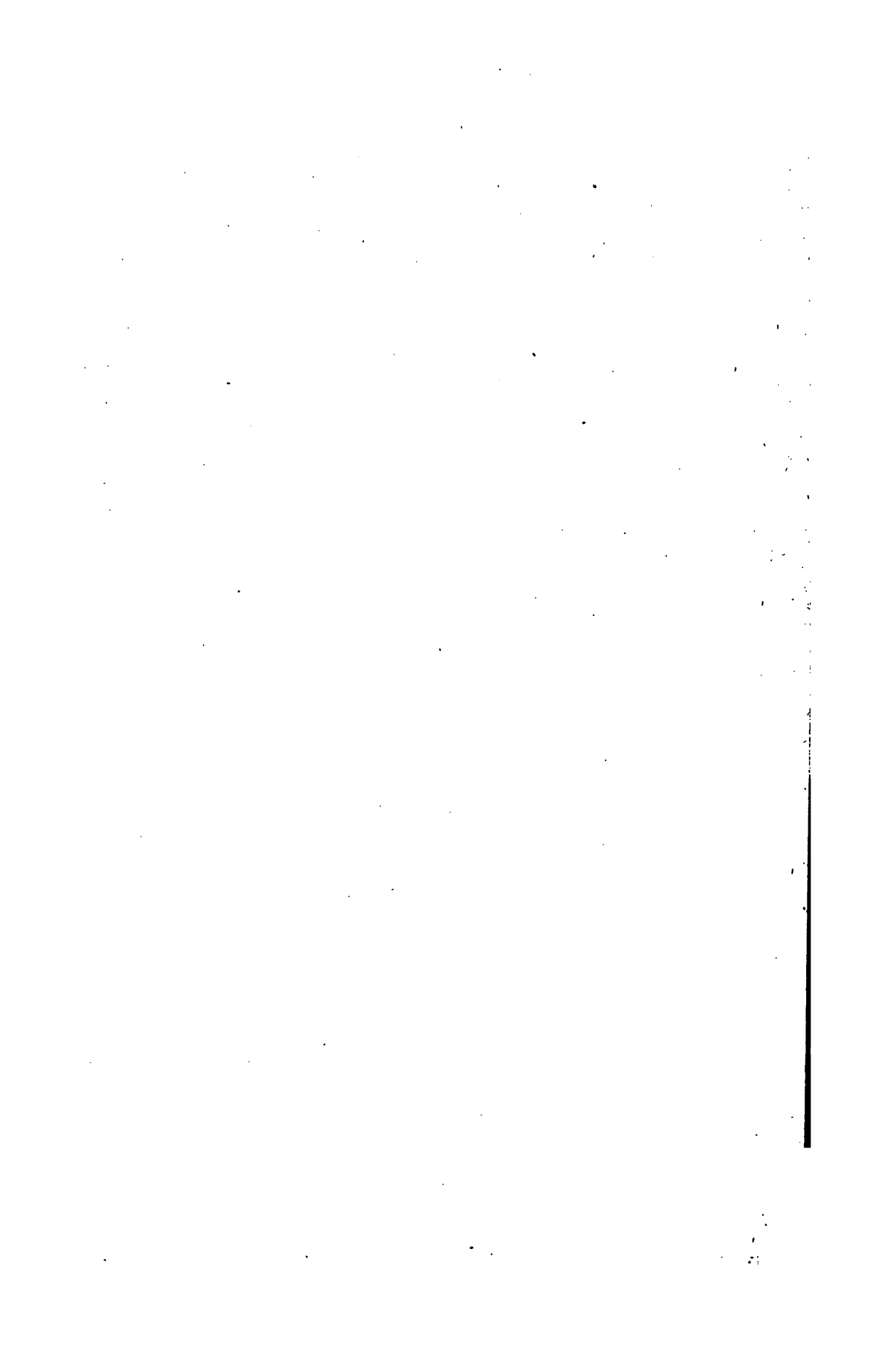


TABLE

	Pages,
Procès-verbal de la séance solennelle du Centenaire.....	5
Allocution de M. Riethe, président d'honneur.....	9
Discours de M. H. Flour, président de la Société.....	10
Historique de la Société libre des Pharmaciens de Rouen et de la Seine- Inférieure, par M. Léon Infray.....	31
Etude sur la Corporation des Apothicaires de Rouen aux xvi ^e et xvii ^e siècles, par M. Alfred Poussier.....	53
Banquet.....	73

APPENDICES :

Suscription d'apprentissage de Nicolas Lemery.....	82
Pièces inédites concernant F.-A.-H. Descroizilles.....	82
Liste des Apothicaires reçus à Rouen de 1711 à 1802.....	87
Note sur l'Exposition.....	90
Liste des principaux ouvrages exposés.....	91
Jetons de la Corporation des Apothicaires-Epiciers-Ciriers de Rouen.....	99



LANE MEDICAL LIBRARY

To avoid fine, this book should be returned on
or before the date last stamped below.

--	--	--